

DANS CE NUMERO:

Opérations autorisées par le Contrôle central des Changes égyptiens - Planisme et dirigisme - L'économie américaine dans cadre du plan Marshall.

LA REVUE D'ÉGYPTTE

XXI^{ème} ANNEE, No. 793
SAMEDI, 25 OCTOBRE 1947

ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION SUR LA VIE ÉCONOMIQUE DE L'ÉGYPTTE ET DE L'ÉTRANGER

S O M M A I R E

	Pages
LES LEÇONS DE L'ÉPIDÉMIE: par Charles Arcache	3
ACTUALITÉ LOCALE	4
LA POLITIQUE EN ÉGYPTTE ET A L'ÉTRANGER	6
OPÉRATIONS AUTORISÉES PAR LE CONTRÔLE DES CHANGES ÉGYPTIEN	7
LETTRE DE PALESTINE	9
NOUVELLES ÉCONOMIQUES DU PROCHE-ORIENT	10
PLANISME ET DIRIGISME	11
L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE DANS LE CADRE DU PLAN MARSHALL	12
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ET INDUSTRIELLE: bilan	14
LES MARCHÉS INTERNATIONAUX	17
LE MOUVEMENT MARITIME	18
LA SEMAINE COTONNIÈRE	19
LA BOURSE DES VALEURS	20
LES BOURSES ÉTRANGÈRES	22
LES MARCHÉS DE GROS	23

Nouvelles économiques et financières de l'étranger

Nouvelles sociétés



POUR TOUT CE QUI CONCERNE L'ÉLECTRICITÉ

A. C. E. C.

**ATELIERS DE CONSTRUCTIONS
ELECTRIQUES DE CHARLEROI**
DIRECTION GÉNÉRALE POUR LE MOYEN-ORIENT

57, RUE FALAKI - LE CAIRE

AGENCES EN EGYPTE :

ALEXANDRIE

H. MELOT & Co.
7, Place Mohamed Aly

PORT-SAID

A. M. MOUCHBAHANI & FILS

AGENCES DU MOYEN-ORIENT :

PALESTINE

KALMAN FASHER
22, Aliya Street - Tel Aviv

LIBAN

KHALIL FATTAL & FILS
Rue Fakhry Bey - Beyrouth

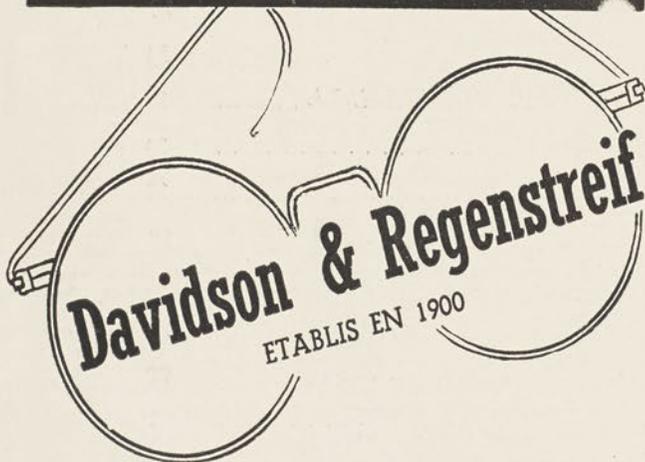
SYRIE

KHALIL FATTAL & FILS
Rue Nehlaoui - Damas

IRAQ

L. & D. MANGASARIAN
8/183, Ras el Qaria - Bagdad

LA DISTINCTION DANS L'OPTIQUE



REPRÉSENTANTS DE FABRIQUES
D'APPAREILS ACOUSTIQUES

Imm. Continental-Savoy - Midan Opéra - Tél. 54610

*Toujours prêts
à répondre à
votre appel!*



*... téléphonez -
21322, Alexandrie
ou 53693, le Caire*

GRIEVE & IRWIN LTD.,

REPRESENTES AU LLOYD'S

SIEGE SOCIAL : 8, RUE FOUAD IER, ALEXANDRIE R. C. 19353
SUCCURSALE : 16, RUE MALIKA FARIDA, LE CAIRE R. C. 29874

ASSUREURS ENREGISTRÉS SUB I/C ARRETE MINISTERIEL NO. 275 DU 25/12/40

10-10 A. J. M.

En marge du choléra

LES LEÇONS DE L'EPIDEMIE

L'épidémie de choléra a créé dans le pays un pessimisme qu'il s'agit de combattre, si l'on ne veut pas aller au devant de sérieux déboires.

Le choléra est certes un mal sérieux qu'il faut vaincre. Les dirigeants travaillent à cela. Les ministères de l'Hygiène, de l'Intérieur, de la Défense Nationale collaborent énergiquement en vue de mettre fin à la maladie.

Mais l'épidémie doit-elle nous faire croiser les bras ? Doit-elle nous amener à modifier notre politique économique ? Nous ne le croyons pas. Et pourtant, de tous côtés, on n'entend que des plaintes. Les magasins n'ont presque plus de clients, les industries ne travaillent plus avec la même énergie que par le passé, les établissements publics sont déserts ou presque. Et cette accumulation de pessimisme finit par créer un sentiment de détresse qui est néfaste, pour ne pas dire annihilant.

Il est vrai que le commerce avec l'intérieur est presque arrêté. Le coton destiné à l'exportation reste en province, parce que la navigation fluviale est arrêtée, parce que les chemins de fer n'ont pas suffisamment de wagons et parce que les camions doivent, pour pouvoir circuler, obtenir préalablement de nombreux permis.

Il est vrai que les négociants des grandes villes ne reçoivent plus d'argent de leurs débiteurs des villages, alors qu'eux doivent régler leurs dettes.

Il est vrai aussi que d'autres difficultés viennent s'ajouter à celles que nous avons énumérées. Mais n'est-ce pas aussi le moment de réagir, de lutter pour éviter qu'une crise ne surgisse et n'attaque l'économie, si saine, de l'Egypte ?

A notre sens, commerçants, industriels, financiers, doivent redoubler d'efforts pour que les affaires se poursuivent normalement. Car l'épidémie ne durera pas éternellement. Et il serait dangereux qu'une fois que le choléra ne sera pas qu'un mauvais souvenir, le pays se trouve devant une économie débile, amoindrie, qui mettra du temps à remonter le courant.

D'ores et déjà, le gouvernement se doit de préparer un courageux programme de travaux publics. Les quatre vingt millions de livres qui se trouvent en réserve doivent être dépensées entièrement pour des grands travaux d'utilité publique qui donneront au pays la prospérité. Tous les villages d'Egypte doivent être dotés d'eau potable. D'ici deux ans, il ne faudrait plus qu'un seul habitant du pays ait à puiser son eau dans le Nil. L'alerte a été chaude. Le man-

que d'eau dans les villages a coûté la vie à des milliers d'êtres humains et a paralysé — momentanément, nous l'espérons — l'économie de l'Egypte.

Le gouvernement se doit de voir "grand". Jusqu'ici, nous avons suivi une politique à la "petite semaine" qui consistait surtout à faire des réserves en taxant la population au maximum et en dépensant le minimum. Ce n'est pas ainsi que l'on dirige les finances d'un grand pays comme l'Egypte. Les routes, les canalisations, les villages-modèles, les installations d'eau potable, les hôpitaux et les blocs sanitaires constituent des activités dans le domaine économique. Car en améliorant l'existence de la population rurale on augmente son rendement. Et ce rendement se traduit par de nouvelles richesses.

Le jour où l'on se rendra compte de ces vérités, l'économie égyptienne recevra le coup de fouet dont elle a tellement besoin.

"Si j'étais ministre des Finances, nous disait l'autre jour une importante personnalité égyptienne, non seulement je dépenserais toute la réserve en deux ans, mais j'emprunterai au peuple tout l'argent dont j'aurai besoin pour faire de l'Egypte un véritable Eden..."

C'est cet esprit qui doit régner parmi ceux qui assument la tâche de mener le pays vers le contentement et la prospérité.

On vient de dépenser deux millions de livres pour la lutte contre le choléra. Cet argent aurait été bien mieux employé en installations sanitaires, et en eau potable.

Nous disions que l'alerte a été chaude. Nous le répétons. Le gouvernement doit assimiler la leçon que le Destin lui a donnée. Il doit modifier nettement sa politique. Il doit doter l'Egypte de tout ce qui en fera un pays moderne, dans toute l'acception du terme.

Et nous espérons que l'opinion publique, le Parlement surtout, n'acceptera plus de demi-mesures. A la veille de la rentrée parlementaire, sénateurs et députés doivent établir un programme harmonieux dont ils exigeront l'exécution, quoiqu'il en coûte.

On nous avait promis depuis deux ans un programme quinquennal. Il reste à l'état de projet.

Si pour le moment, on ne peut rien faire, il faut se mettre à l'œuvre en vue de préparer les travaux dont l'exécution commencera dès la fin de l'épidémie. Et en tête de ce programme doit figurer l'installation de l'eau potable dans tous les villages d'Egypte.

Agir autrement, revenir aux anciennes méthodes, aux anciennes habitudes, c'est condamner l'Europe à de périodiques épidémies qui feront des victimes humaines, et créeront des difficultés économiques sérieuses.

L'Egypte est un pays riche. Ses possibilités sont immenses. Sa terre est fertile, son sous-sol contient de précieux minerais, son industrie est florissante et peut encore être étendue. Pourquoi faut-il que tous ces avantages soient dissipés par une politique économique gouvernementale à courte vue.

Aide-toi, dit le proverbe, et le Ciel t'aidera.

Le Ciel nous a dotés de richesses nombreuses. A nous de trouver les moyens de les exploiter et d'en jouir.

CHARLES ARCACHE

ING. GABRIEL ROGOJAN
EXPERT EN MÉCANIQUE AUPRÈS DES TRIBUNAUX
 Etablissement de tous projets pour la construction de
COFFRES et CHAMBRES FORTES
POUR BANQUES ET SOCIÉTÉS
 Vérification et remise à neuf de tout genre de coffre
3, RUE EL-CHEIFEIN - TEL: 52182 - LE CAIRE



Actualité

ECONOMIE

Autour des crédits sterling

LA REPRISE DES POURPARLERS FINANCIERS ENTRE L'EGYPTE ET L'ANGLETERRE

Selon une dépêche de l'A.I.A. un responsable à Londres a confirmé la nouvelle d'origine du Caire, selon laquelle les pourparlers sterling seront repris entre l'Egypte et la Grande-Bretagne, le mois prochain. On croit savoir que ces négociations auront lieu au Caire, si la situation du pays le permet, en l'état de l'épidémie du choléra.

On espère que les pourparlers du mois prochain aboutiront à un accord à longue échéance, alors que l'on croit généralement que les problèmes relatifs à la réduction de la créance de l'Egypte et à la convertibilité des sterling resteront encore très difficiles à résoudre.

La délégation britannique ne sera pas en mesure d'être plus facile et plus souple quant à cette convertibilité, comme aussi il est à prévoir que le nœud de ces pourparlers consistera également dans l'étendue des possibilités de la Grande-Bretagne à adhérer à cette convertibilité. C'est pourquoi on croit que ces négociations n'avanceront pas plus que les dernières quant à ce point.

Les prises de contact se poursuivent cependant entre les deux parties pour fixer la date et le lieu des prochains pourparlers. Enfin c'est le Dr. Abdel Hakim el Rifai bey, sous-secrétaire d'Etat aux Impôts qui a été choisi pour présider la délégation égyptienne dans ces pourparlers.

LA PERCEPTION DES IMPOTS

Selon notre confrère "Sawt el Omma," l'expert en impôts, récemment appelé de Grande-Bretagne, pour faire son rapport sur le système actuellement suivi dans la perception des impôts, vient de faire l'observation selon laquelle le gouvernement devrait faire la part, dans la perception des impôts, tant de l'intérêt du Trésor que de celui du contribuable.

AVIS

La SIDI SALEM COMPANY OF EGYPT porte à la connaissance des porteurs de coupures de 50 actions de la Société, qu'elle détient une quantité de petites coupures provenant de ses rachats, qu'elle met à la disposition de ses actionnaires afin de leur faciliter les transactions, et ce contre paiement de P.T. 25 (Vingt cinq) par coupure de 50 actions pour couvrir les frais.

LA SITUATION ECONOMIQUE

Dans une lettre adressée à notre confrère "Al Ahram" l'économiste bien connu, Youssef bey Nahas déclare que la situation économique de l'Egypte n'est pas aussi grave que certains le pensent, surtout si l'on compare notre position à celle des autres pays, tels que la Grande-Bretagne, la France et la Grèce.

Nahas bey a ajouté qu'il est vrai que les affaires de l'Egypte ne sont pas excellentes, à l'heure actuelle, mais avec un petit effort, le pays pourra surmonter toutes les difficultés. La lettre suggère ensuite que l'Egypte peut se passer d'articles de luxe et que le gouvernement devrait encourager les exportations et n'importer que le strict nécessaire afin d'équilibrer la balance commerciale du pays.

UN COMMUNIQUE DU CONTROLE DES SOCIETES ANONYMES

On sait que le ministère du Commerce et de l'Industrie a formé un bureau spécial pour la formation des sociétés et pour l'exécution de la nouvelle loi sur les sociétés anonymes.

Nous donnons ci-après, le nom des banques qui ont été autorisées par le ministre du Commerce à accepter en dépôt les actions que possèdent les membres des Conseils d'Administration et qui sont affectées en garantie de leur gestion conformément à l'article 10 de la loi.

Ces banques sont les suivantes :

National Bank of Egypt, Banque Misr, Banque Ottomane, Barclays' Banque Belge et Internationale, Commercial Bank of the Near East, Comptoir National d'Escompte, Crédit Lyonnais, Ionian Bank, Banque Nationale de Grèce, Banque Arabe, Banque Zilkha, Commercial Bank of Egypt, Banque Mosseri, Banque Egyptienne de l'Importation et de l'Exportation, Banco Italo-Egiziano, Turkiye Is Bankasi.

LE SUPERPHOSPHATE DE CHAUX

Les ministères des Finances et de l'Agriculture attirent l'attention du public que le commerce du superphosphate de chaux est devenu libre dans le monde. Il s'ensuit que l'acquisition de cet article ne demande plus en Egypte aucune formalité. Les ministères sont d'ailleurs d'accord pour vendre le superphosphate de chaux, contenant 15 o/o de l'acide phosphorique, à 150 piastres le cheval de 100 kilos.

LE COTON EGYPTIEN

Plusieurs quantités de coton étaient prêtes à Alexandrie à être expédiées pour la France et l'Italie. Cependant les bateaux qui devaient les transporter ont refusé de prendre leur cargaison, en raison de l'épidémie de choléra qui sévit dans le pays.

Le "Marine Flyer" devait charger une de ces quantités. Son capitaine a cependant reçu des instructions du siège, lui interdisant de prendre aucun chargement d'Alexandrie et lui donnant l'ordre de quitter le port. C'est ce qui fut fait, et le bateau est parti sans chargement.

LE COTON "GUIZA 23"

Le ministère de l'Agriculture a décidé de comprendre le coton "Guiza 23" dans le tableau annexé à la loi No. 59 de 1938, relative au contrôle des variétés de coton. Cette décision a été prise en raison des superficies toujours croissantes cultivées en cette variété de coton.

Ce coton est une sélection provenant du coton ancien "Guiza 12". Il lui ressemble donc. Cependant il lui est supérieur par le rendement à l'égrainage, dont la moyenne est de 112 rotols. Cette variété est aussi favorable que la variété de soie moyenne. Cette soie, malgré qu'elle soit un peu rugueuse, comme celle du "Guiza 30", est en tout cas un peu plus longue et plus foncée de couleur. La longueur de sa fibre est de 36 millimètres environ.

L'étude se déroulera autour des deux points suivants :

1. — L'organisation pratique de la perception et les améliorations à y apporter.
2. — Les travaux techniques et les modifications à y apporter.

Ce deuxième point se subdivise comme suit :

- a) Le recensement des contribuables.
- b) Le devoir de l'administration à l'égard du contribuable.
- c) Le devoir du contribuable à l'égard de l'administration.
- d) Le percepteur.
- e) Estimation de l'impôt et sa perception.
- f) Organisation de l'administration locale des impôts.

LA CULTURE DU BLE

Le ministre des Finances a pris un arrêté, fixant la période allant du 28 octobre au 15 novembre prochain, pour la présentation des demandes d'engrais chimiques nécessaire aux cultures de blé. Les quantités allouées à chaque feddan et les dates de livraison seront postérieurement publiées.

LES PROJETS D'IRRIGATION D'EMBABEH

Le ministre des Travaux Publics étudie actuellement un nombre de projets d'irrigation d'une très grande importance qui seraient exécutés dans la Vallée du Haut Nil.

Ces projets ont été divisés en deux catégories: la première ayant trait à l'emmagasinage de l'eau pour la mise en valeur de grandes superficies de terrains en friche et la seconde pour la protection du pays contre les dangers de la crue.

Les ingénieurs du ministère pensent que l'exécution des projets de la première catégorie devrait inclure la création de barrages sur le cours principal du Nil et sur ses branches dans les régions du lac Tana, en Ethiopie, et du lac Albert, en Ouganda.

La construction de ces barrages coûterait environ 50.000.000 de livres et demanderait vingt ans pour être complétée.

Quant aux projets relatifs à la protection du pays contre les dangers de la crue, ils comprennent la construction d'un grand barrage sur le cours principal du Nil à la hauteur de Halfa.

Ce barrage coûterait près de 20.000.000 de livres.

LA CITE OUVRIERE

En sa dernière réunion présidée par S.E. Nokrachi pacha, la Commission formée pour la réalisation du projet de la cité ouvrière d'Embabeh, a adopté l'offre la moins élevée pour la construction des mille premières maisons de cette cité. Cette offre se monte à la somme de L.E. 635.000. La Commission a également approuvé l'installation des services publics dans cette cité, tels que l'électricité, les égouts et l'hôpital central.

Les travaux commenceront à être entrepris dès la fin des fêtes.

L'ELECTRIFICATION DU RESERVOIR D'ASSOUAN

Dans le courant de cette semaine, les contrats relatifs à l'exécution de l'électrification du réservoir d'Assouan, ont été signés par le gouvernement égyptien avec les sociétés suisses et suédoises, adjudicataires des travaux y afférents.

Ces contrats se montent à 17.479.450 couronne suédoises et à 11.965.200 francs suisses.

Le ministre des Travaux publics a également signé avec une société française un contrat pour les constructions à faire à Assouan pour un montant de 629.000 livres.

locale

ET FINANCES

COMMERCE

LES BESOINS DE L'EGYPTE EN CHARBON

Dans un rapport qu'il vient de soumettre au ministère des Finances, S.E. Mamdouh Riaz bey, ministre du Commerce et de l'Industrie, souligne les besoins de l'Egypte en charbon.

La note relève qu'au cours des quatre derniers mois, un quota, d'une valeur de 1.200.000 livres, avait été réservé à l'Egypte pour l'achat de charbon. Ce quota comprend les besoins de l'administration des chemins de fer; toutefois, en raison des économies que le gouvernement doit faire sur les devises étrangères, il a été décidé de réduire le montant affecté à l'achat de charbon pour les deux derniers mois de l'année courante.

Etudiant la question, le ministre du Commerce et de l'Industrie a expliqué dans sa note :

1. — que l'Egypte a importé, au cours de l'année 1946, une quantité de 173.000 tonnes qui est jugée insuffisante pour satisfaire les besoins du pays, au cours de l'année 1947, en raison des difficultés actuelles dans l'obtention du kérosène en quantité suffisante.

— que les quantités importées à ce jour, c'est-à-dire de puis le début de 1947, se sont élevées à 14.872 tonnes.

3. — Les quantités expédiées et actuellement en route pour l'Egypte s'élèvent à 15.700 tonnes. C'est pour cette quantité que des permis avaient été délivrés, au cours du mois d'août écoulé, pour un montant de 435.000 dollars américains.

4. — Une quantité de charbon a été achetée à l'Afrique du Sud pour un montant de 102.500 livres et qui sera expédiée prochainement.

En dehors des quantités précitées, la note recommande au ministère des Finances de réserver les devises nécessaires à l'importation de certaines quantités de charbon qui devront suffire jusqu'à la fin de l'année courante.

Ces quantités comprennent 7.100 tonnes à commander en Afrique du Sud pour le compte d'une importante Société Egyptienne et une autre quantité qui serait réservée pour être vendue sur le marché local et prélever une certaine réserve pour l'année prochaine.

LES CEREALES IMPORTEES

Le sous-secrétariat à l'Approvisionnement vient d'importer 145 mille tonnes de maïs, de blé et de froment en exécution des décisions prises au Conseil de la F.A.O. Cette quantité servira à pourvoir le pays de ses besoins en céréales alimentaires.

L'IMPORTATION DES POMMES DE TERRE

Le Conseil Supérieur des Importations et des Exportations vient de prendre une décision pour autoriser l'importation des pommes de terre. Cette importation ne sera cependant permise qu'après la récolte de cette culture, pour ne pas donner l'occasion aux agriculteurs de se servir de cet article importé dans la semence de leurs terrains.

L'EXPORTATION D'HUILE

Le ministère du Commerce et de l'Industrie est en train d'étudier un projet tendant à permettre l'exportation de l'huile de noix de coco ou de celle de coton, pour pouvoir en contrepartie importer de la tôle qui servira à la confection des bidons et boîtes à l'usage de certaines industries.

On croit savoir que l'importation de la tôle se fera de Palestine.

L'EXPORTATION DU CIMENT

Le ministère des Finances, à la suite d'une note présentée par le ministère du Commerce et de l'Industrie, aux questions de l'approvisionnement, vient d'autoriser l'exportation de 10.000 tonnes de ciment, et d'approuver certaines demandes faites par les usines de ciment.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS EN 1948

Les autorités compétentes prennent actuellement leurs dispositions afin de déterminer les quotas d'importation et d'exportation des divers articles pour l'année 1948.

LE TRANSFERT DE SOMMES A L'ETRANGER

Le ministre des Finances a signé un arrêté dans lequel il est dit que tout établissement en Egypte devant payer à des personnes établies à l'étranger, une certaine somme en monnaie rare, équivalente à la valeur de coupons d'actions ou de titres échus arrivés, et qui n'ont pas été payés avant le 14 juillet dernier en raison de mesures prises au cours de la guerre ou de l'interruption des communications, doivent présenter au département du contrôle des changes au ministère des Finances une note écrite dans le courant de 15 jours de la date de la mise en vigueur de cet arrêté.

Les intéressés sont également priés de présenter leurs demandes de transfert de ces sommes dans le courant d'un mois de la date de la mise en vigueur de cet arrêté.

Cet arrêté a été publié dans le "Journal Officiel" le 20 octobre dernier.

CERTAINES QUESTIONS ECONOMIQUES VUES PAR LE MINISTRE DES FINANCES

Reuter a publié à Londres le compte-rendu d'un entretien que son correspondant au Caire a eu avec S.E. Abdel Méguïd Badr pacha, ministre des Finances, et que transmet de Londres le correspondant de l'"Ahram".

Le ministre a déclaré :

— En raison de ses besoins en dollars, la Grande-Bretagne étant dans l'impossibilité de lui en fournir qu'elle reste ou non dans la zone sterling. — l'Egypte a décidé de quitter cette zone et a officiellement demandé l'aide des Etats-Unis.

"Nous ne demandons pas un emprunt. Tout ce dont nous avons besoin c'est une quantité suffisante de dollars pour importer les matières essentielles des pays à monnaie rare. C'est pourquoi nous avons demandé aux Etats-Unis de nous ouvrir un crédit de 10 millions de dollars afin que nous puissions importer des fertilisateurs et du combustible. Nous ne demandons pas d'articles de luxe ou toute autres marchandises superflues.

"Les Etats-Unis sont moralement tenus d'aider l'Egypte, car la Grande-Bretagne n'a suspendu la convertibilité de la sterling en dollars qu'avec leur approbation, alors que la convertibilité était une des principales dispositions du prêt américain à la Grande-Bretagne.

"Les Etats-Unis désirent gagner le marché égyptien, mais nous ne pourrions importer des marchandises américaines que si l'on rétablit la convertibilité de la sterling; c'est pourquoi nous nous sommes adressés à la Trésorerie des Etats-Unis.

"Nous devons réduire notre consommation en produits agricoles, tels que le riz et le sucre, afin de pouvoir accroître nos exportations vers les pays à monnaie rare, notamment la Suisse. Nous pourrions ainsi combler le déficit de notre balance commerciale.

"La convertibilité des francs suisses en dollars était chose facile et elle permettait à l'Egypte d'ouvrir aux Etats-Unis des crédits en dollars.

"Nous développerons nos exportations de coton. Quant à la réouverture de la Bourse des Contrats d'Alexandrie, elle dépend de la détermination de la classe sur la base de laquelle auront lieu les opérations. La date de la réouverture sera fixée par le Conseil des ministres, très probablement vers la mi-décembre."

La Revue d'Egypte
Economique et Financière

REDACTION
ET ADMINISTRATION :
SOCIETE ORIENTALE
DE PUBLICITE
Propriétaire-éditrice
de la "Revue d'Egypte"

ABONNEMENTS :

Un an 6 mois
Egypte : P.T. 150 P.T. 80
Etranger : £ 2 £ 1,20

PUBLICITE
ET ABONNEMENTS :

24, rue Galal — Tél. 49000
Le Caire

9, rue Rolo — Tél. 27366
Alexandrie

Rédacteur en Chef :
CHARLES ARCACHE

Rédaction au Caire :
Me. Ch. ATALLA

D'une semaine à l'autre

La politique en Egypte et à l'étranger

LES CHOSES COMME ELLES
VONT CHEZ NOUS

L'épidémie de choléra qui a envahi l'Egypte sur toute l'étendue de sa partie septentrionale, a détourné l'attention des graves problèmes qui déjà assombrissaient quelque peu l'horizon de la politique et de l'économie.

C'est un tort. Car, à son tour, l'épidémie elle-même crée des difficultés qui ont leur retentissement sur la vie active du pays et dans tous les domaines où cette vie se manifeste. Ceci nous achemine, sans nous en rendre compte, vers un désordre et une pagaille totale susceptibles de compromettre dangereusement la situation générale en Egypte.

Il faut donc se ressaisir pour s'organiser et le plus vite possible. En effet il faut et l'on peut, d'ores et déjà, sérier les problèmes et tout en constatant leur solidarité, affecter à leur solution des hommes ou des organismes indépendants qui établiraient néanmoins les contacts entre eux par des agents ou des institutions de liaison.

Pour ce qui est, ainsi, par exemple, de la lutte contre le choléra, nous avons déjà signalé ici-même les divers corollaires de ce combat : corollaire commercial, corollaire financier, corollaire politique et social. Pourquoi ne pas constituer un Comité inter-administratif ou inter-ministériel composé des divers représentants des départements intéressés de l'Etat pour coordonner les mesures et décisions à prendre et à appliquer de manière que le combat à livrer ne puisse apporter des entraves à l'une quelconque des activités nationales. L'on nous dira qu'une commission a déjà été formée — oui, mais les fonctionnaires qui en font partie n'appartiennent pas à tous les départements intéressés, au sens large du mot, et n'ont pas, d'autre part, l'autorité vaste et haute qui leur permette de tracer une politique quelconque précise et déterminée.

En regard d'une telle organisation de combat anti-cholérique, il conviendrait, à titre nécessairement complémentaire et au point de vue de la politique générale, qu'un autre comité inter-ministériel, sorte de Conseil de Cabinet restreint, soit formé avec pour attributions exclusives l'étude des problèmes finan-

ciers et économiques urgents ou pressants qui se posent au pays. Avec un tel programme déterminé, l'avenir immédiat, qu'il nous faut gouverner, ne serait pas laissé aux caprices d'un hasard susceptible d'être désavantageux au pays. Enfin un troisième Comité de même nature devrait à son tour être institué afin de résoudre les questions politiques qui ne souffrent point de renvoi.

C'est par ce seul moyen, estimons-nous, que l'Egypte pourra traverser la crise assez grave qui s'est appesantie sur elle et dont il faut qu'elle sorte saine et sauve.

Y songera-t-on en haut lieu? Quoi qu'il en soit, nous livrons à la réflexion des esprits froids et des volontés sûres les suggestions qui précèdent.

LA CRISE PALESTINIENNE

Les choses se gâtent en Palestine. Arabes et Juifs sont dressés les uns contre les autres, l'Angleterre qui veut évacuer ses troupes prétend néanmoins maintenir la sécurité sur le territoire en attendant qu'une décision définitive soit prise à l'O.N.U. A l'O.N.U. même, la lutte est chaude entre partisans et adversaires du partage et la joute durera encore quelques jours, à priori.

Nous avons, pour notre part, toujours proclamé l'inanité de toute solution qui diviserait le sol ou l'autorité en Terre Sainte. Nous avons et nous continuons de proclamer que la création d'une sorte de Vatican symbolique Juif à Jérusalem, auquel serait rattaché un autre territoire, outre-mer, vrai réceptacle de l'immigration juive, est la seule solution juste et satisfaisante pour tous. Si les pays et les nations intéressées ne la proposent pas immédiatement à Lake Success et ne font pas l'impossible pour la faire accepter, l'égoïsme des grandes puissances continuera à sévir sous une forme ou une autre, sous une dénomination ou une autre, aux dépens des faibles, c'est-à-dire des Juifs et des Arabes...

...Car, enfin, la Palestine demeure et demeurera toujours, un pays où se rencontreront et s'opposeront à jamais les intérêts des puissances anglo-saxonnes ou autres : intérêts pétroliers, intérêts financiers en général, intérêts stratégiques et plus simplement encore politiques. Il

ne sert de rien d'imposer le partage par la force armée aux Arabes par le truchement de l'ONU. Les Anglais ou les Américains à eux seuls pourraient le faire, le résultat en serait le même. Mais, s'ils ne le veulent pas c'est afin de ne pas compromettre leur réputation et leur influence. En tous cas les Arabes résisteraient et résisteront, et cette résistance voudra dire encore et toujours la guerre de nouveau : la guerre contre les Anglais, contre les Américains ou contre la brigade internationale de l'ONU. Est-ce là le moyen de mettre fin aux troubles?

UNE CRISE FRANÇAISE?

Plusieurs longs mois de régime mollusque en France ont amené l'électorat à renoncer aux combinaisons, mi-figue miraisin, habilement imaginées et réalisées par les socialistes et qui ne pouvaient donner de résultats positifs. La France a été mise devant la terrible nécessité de choisir. A l'occasion des élections municipales elle a exprimé sa volonté de se voir gouvernée avec fermeté et sans indécision, soit par un gouvernement de gauche — nettement de gauche — soit par un gouvernement de droite — nettement de droite. Thorez ou De

Gaulle! voilà la formule. Et cette formule a renforcé les positions de celui qu'on appelle le Héros de la Résistance. Tel n'est pas le lieu de discuter la politique que ferait le général s'il était porté à la tête du gouvernement. Mais l'on peut prévoir d'ores et déjà qu'elle sera déterminée et autoritaire, plus ou moins modérément. Sur le plan international, le général De Gaulle pourrait faire jouer à la France un rôle plus prestigieux et tout en liant partie avec les Anglo-Saxons amener la Russie à admettre une nouvelle formule de collaboration européenne. Ce serait là un joli tour de force dont le pays de Jeanne d'Arc, des Bourbons et de Bonaparte est bien capable.

Le communisme avec Maurice Thorez et ses alliés des environs marxistes amènerait quant à lui la France à se rapprocher singulièrement du bloc slave et à jouer le rôle de brillant second par rapport à la Russie. Ici encore le rôle européen de la France pourrait se trouver augmenté en importance. Quoi qu'il en soit, ce qui est désirable après des dizaines d'années d'incertitude, c'est que la politique française retrouve un système cohérent qui jusque-là lui a par trop manqué.

LE NOUVEAU SEMAINIER

LIBEREZ VOTRE FOIE

avec

PILULETTES POUR LE FOIE
"KIRBY"
Kirby's Little Liver Pills

PILULETTES **KIRBY**

40 Pilulettes pour P 5

OPERATIONS AUTORISEES PAR LE CONTROLE CENTRAL DES CHANGES EGYPTIENS

Comme par le passé, des instructions sont données aux banques autorisées pour leur permettre d'exercer leur rôle de délégués ou représentants du Contrôle Central des Changes et d'allouer directement les devises nécessaires à des transactions courantes. Ce n'est que dans certains cas ou de se référer au préalable à l'autorité supérieure avant d'allouer la devise demandée.

Les opérations et les demandes que les banques autorisées pourront dorénavant — et jusqu'à nouvel avis — liquider directement sont:

IMPORTATIONS: sur la base d'un permis d'importation, toute demande d'ouverture de crédit documentaire sera accordée d'office et la devise allouée.

Les augmentations de fret et frais sur les crédits ouverts ainsi que les modifications des termes de crédits ne comportant pas de majorations du coût de la marchandise sont acceptables. Sont aussi accordées les demandes de paiement de fret et frais dus pas les importateurs sur des documents d'expédition relatifs à des commandes reçues directement de l'étranger.

PROROGATIONS des crédits documentaires sont accordées en base de l'autorisation conforme du Bureau des Permis.

EXPORTATIONS: sur production des documents justificatifs douaniers, la formule d'exportation comportant l'engagement de rapatriement dans les six mois de la contre-valeur de la marchandise exportée, est approuvée.

Sont transférables toutes les charges afférentes aux exportations: commissions des intermédiaires à l'étranger, frais de câbles et de magasinage, pertes de poids, etc. sur production des justificatifs.

ACHAT DE TOUTES DEVICES ETRANGERES y compris la livre sterling à condition que la National Bank of Egypt en donne un cours d'achat.

FRAIS D'ENTRETIEN ET D'ETUDES: ceux-ci sont autorisés pour tous les pays, pour des périodes n'excédant pas trois mois (renouvelables) et sur la base suivante:

a) Epouse et enfants de résidents en Egypte habitant leur pays d'origine:

— épouse, maximum L.E. 30 par mois;

— enfants de 16 ans et au dessous habitant au domicile familial, maximum L.E. 25 par mois; (l'allocation pour la mère et les enfants ne pourra pas dépasser au total L.E. 75 par mois);

— enfants de 16 ans révolus et sans emploi, y compris frais d'études, etc. maximum L.E. 30 par mois.

b) Résidents d'Egypte qui résident temporairement à l'étranger dans un pays autre que celui de leur nationalité, mais qui n'ont pas obtenu un statut de non-résident.

— époux, maximum L.E. 40 par mois;

— épouse, maximum L.E. 40 par mois;

— enfants de moins de 16 ans, maximum L.E. 15 par mois; (l'allocation pour toute une famille ne pourra pas dépasser L.E. 125 par mois).

A noter que les frais d'entretien de cette catégorie ne seront alloués que si pareilles remises avaient déjà été autorisées et faites avant le 12 juillet 1947. D'autre part, ces facilités ne seront pas accordées aux personnes qui ont obtenu des frais de voyage de vacances ou de santé et qui auraient prolongé leur séjour à l'étranger.

c) Pour les étudiants se trouvant avant le 31 juillet 1947 à l'étranger en dehors de leur pays de nationalité, des remises mensuelles de L.E. 40 maximum peuvent être effectuées à la condition que ces étudiants ne dépendent pas de la Mission Scolaire Egyptienne. La production d'un certificat de l'école attestant leur qualité d'élèves et la date de leur admission est exigé.

Pour ceux qui viendraient à partir après le 31 juillet pour parfaire leurs études en une contrée autre que leur pays de nationalité, il n'est pas alloué des fonds. Ils doivent, à cet effet, s'adresser à la Mission Scolaire Egyptienne dépendant du Ministère de l'Instruction Publique.

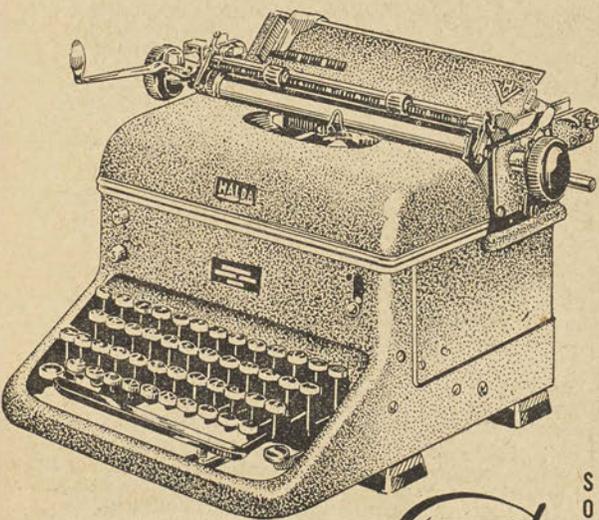
d) Subsidés: des subsides sont accordées aux parents de premier degré, domiciliés dans le pays de nationalité du requérant. Ils seront alloués à raison de L.E. 15 par adulte, avec un maximum de L.E. 25 par famille.

FRAIS DE VOYAGE:

a) Voyages de vacances et d'affaires: tout résident d'Egypte peut obtenir L.E. 75 par mois pendant deux mois au plus. Les enfants de moins de 16 ans ne bénéficient que de la moitié de cette allocation. Les voyages de vacances et d'affaires ne peuvent être cumulés.

b) Voyages de santé: les demandes de majoration d'allocation pour cette catégorie de voyages doivent être soumises au Contrôle Central des Changes, avec toutes justifications à l'appui.

La nouvelle
machine
à écrire
suédoise



HALDA

UNE RÉALISATION *Facit*

Agents:

THE EGYPTIAN-SWEDISH Trading Co.

2 A. rue KARIM EL DAWLA (Antikhana) Tél. 53298 — Le Caire

A noter que les résidents d'Egypte peuvent payer leur voyage de retour en Egypte en livres égyptiennes. Dans le cas où ils en auraient été empêchés pour une raison plausible, ils pourront obtenir la devise nécessaire pour régler leur passage de retour, mais uniquement par l'entremise d'une agence de voyage contre remise des billets au voyageur.

TITRES ET COUPONS: sont autorisés les transferts à l'étranger en couverture des droits de garde sur les valeurs égyptiennes détenues hors d'Egypte, des frais d'expédition sur réception titres et coupons ainsi que des commissions des correspondants sur l'achat des titres dans la zone sterling jusqu'au 14 juillet 1947.

REVENUS ET REMBOURSEMENTS: sont transférables les revenus sur propriétés, les intérêts et dividendes sur les valeurs égyptiennes ainsi que le produit de remboursement de titres détenus pour compte de résidents en Zone Sterling, Etats-Unis, Suisse, Suède, France et Colonies, et Zone Monétaire Belge, sujets à la présentation des justificatifs ou déclarations d'usage pour certains cas.

ASSURANCES: les paiements des primes sur toutes sortes de polices-vies et autres sont réglementés et le produit peut être transféré en faveur de la Société.

LES PENSIONS en faveur des anciens fonctionnaires du Gouvernement Egyptien établis à l'étranger sont transférables.

Sont également transférables les:

- a) RECETTES CONSULAIRES,
- b) DROITS DE PATENTE,
- c) FRAIS DE JUSTICE,

d) **RENOUVELLEMENT DE COTISATIONS** jusqu'à L.E. 5.— par personne,

e) **FRAIS DE PUBLICITE** dans les journaux à l'étranger jusqu'à concurrence de L.E. 10.— par insertion.

(Extrait du "Bulletin" de la Chambre de Commerce suisse)

Les adjudications suisses dans l'électrification du barrage d'Assouan

LE projet d'électrification du Barrage d'Assouan remonte à 1912; cependant ce n'est qu'à partir de 1928 qu'il a été l'objet d'un examen presque ininterrompu. L'importance du projet est indéniable, puisqu'il a pour but l'accroissement de la richesse nationale égyptienne.

La production d'énergie électrique du Réservoir d'Assouan aura les objets économiques suivants: la fabrication des engrais d'abord et, en second lieu, l'industrie du fer dont les gisements importants se trouvent précisément dans la région-est d'Assouan.

Quant à la transmission de l'énergie vers le nord, pour alimenter les industries ou services publics, elle ne pourra se réaliser qu'à longue échéance.

Le projet est arrivé à maturité, puisque le Gouvernement a mis ces travaux d'électrification en adjudication il y a quelques mois. D'autre part, il a été autorisé, par la loi No. 115 du 13 juillet 1947, à engager les dépenses relatives à ces travaux jusqu'à concurrence d'une somme de L.E. 10.500.000 et à émettre en Egypte pour le financement de ce projet, un emprunt pour le même montant.

Plusieurs sociétés suisses ont soumissionné aux travaux d'électrification du barrage d'Assouan et se sont vu récemment adjuger une part importante dans ces travaux. Il s'agit de la fourniture de turbines hydrauliques et de générateurs d'une valeur totale de près de 40 millions de francs suisses.

Ces adjudications sont actuellement sous étude et il est prématuré de dire quel sera leur sort final, étant donné la pénurie actuelle de devises étrangères en Egypte.

Dans notre bulletin No. 2 (mars 1947), nous citons les principaux articles d'un projet de loi concernant les sociétés anonymes égyptiennes. Ce projet, après avoir été remanié par le Sénat, a finalement pris force de loi. Cette loi promulguée le 29 juillet 1947, entrera en vigueur trois mois après sa publication, soit le 4 novembre 1947.

Les sociétés anonymes étaient régies jusqu'à présent par les art. 38 à 64 du Code de Commerce Mixte et par les décisions du Conseil des Ministres de 1899, 1906 et 1927. La nouvelle loi vient s'ajouter à cette législation éparsée.

Il ne s'agit donc pas d'une loi unique sur les sociétés anonymes, telle qu'on attend depuis longtemps en Egypte, mais simplement de l'adoption sous une forme définitive de la proposition de loi présentée par le député ATTA AFIFI BEY.

Le but principal que la nouvelle loi vise est l'égyptianisation rapide des entreprises de ce pays, créées sous forme de sociétés anonymes égyptiennes ou étrangères.

Pour arriver à ce résultat, la loi prévoit un renforcement des éléments égyptiens dans les Conseils d'Administration où ils doivent atteindre une proportion d'au moins 40 0/0, dès l'entrée en vigueur de la loi.

D'autre part, le personnel — employés ou ouvriers — devra être en majorité, en nombre et en total des traitements ou salaires. Pour les employés, la proportion devra s'élever à 75 0/0 du personnel et le total de leurs traitements atteindre au moins 65 0/0. Pour les ouvriers, les minimas de ces proportions devront atteindre respectivement 90 0/0 et 80 0/0.

Il est évident qu'il fallait laisser aux entreprises le temps matériel de s'adapter à cette nouvelle loi; aussi le législateur a-t-il laissé la latitude que les proportions requises pour le personnel, pourront être atteintes à raison d'un tiers par an, à partir de l'entrée en vigueur de la loi.

En dernier lieu toujours dans un but d'égyptianisation, la loi impose dans toute nouvelle société que 51 0/0 au moins du capital-actions soit réservé à des Egyptiens, aussi bien lors de la constitution de la société, qu'à l'occasion de leurs augmentations de capital éventuelles.

Un autre but de la loi est de réglementer les postes d'administrateurs. Elle interdit le cumul de poste de fondateur ou d'administrateur de sociétés anonymes avec celui de fonctionnaire du Gouvernement; elle limite à dix le nombre de postes d'administrateurs qu'une personne peut occuper et en dernier lieu interdit les fonctions de président ou administrateur-délégué dans plus de deux sociétés.

L'expérience démontrera si cette loi, hâtivement conçue et précipitamment appliquée, ne portera pas préjudice à l'édifice d'un grand nombre d'anciennes sociétés, échaffaudées avec des capitaux et du labeur des hôtes étrangers de l'Egypte. Ces sociétés représentent leur importance dans la structure économique du pays et une égyptianisation par trop rapide risque de marquer un certain bouleversement dans leur activité féconde du moins temporairement.

(Extrait du "Bulletin" de la Chambre de Commerce suisse)

LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'EGYPTE

Ci-dessous, les chiffres provisoires du commerce extérieur de l'Egypte au cours des six premiers mois de 1947, comparés aux six premiers mois de 1946.

	1947	1946
Importations	46.267.000	39.571.510
Exportations	39.900.000	26.793.553
Réexportations	2.674.000	2.267.092

Il résulte de ces chiffres que le déficit de la balance commerciale égyptienne s'est considérablement réduit par rapport à la période correspondante de l'année dernière puisqu'il s'est établi à L.E. 6.37 millions, contre L.E. 12,78 millions.

La part des principaux pays dans le commerce extérieur de l'Egypte durant la période sous revue est la suivante:

	Import.	Export.
	L.E.	
Angleterre	9.834.000	6.780.000
Etats-Unis	4.089.000	1.218.000
Italie	3.020.000	5.043.000
France	2.258.000	4.990.000
Suisse	508.000	623.000

Lettre de PALESTINE

Jérusalem, mi-octobre.

ESSOR DE L'INDUSTRIE PLASTIQUE.

L'utilisation industrielle de l'huile de ricin, tirée d'une plante qui supporte le sol le plus sablonneux, contribuera dans une large mesure au développement de l'industrie plastique, selon l'avis des experts, depuis que le Dr. Weizmann a découvert un nouveau procédé de fabrication permettant de rendre plus lucratif l'emploi de ce végétal. L'Institut Weizmann de recherches, en construction à Réhovoith, continuera, apprend-on, les travaux entrepris à cet effet. En même temps commencera l'installation d'une fabrique d'articles plastiques. Divers produits en nylon, des récipients incassables et des matériaux pour plancher sont sur la liste de fabrication.

DANS LES TEXTILES.

Suivant "Palestine and Middle East", une nouvelle fabrique de textiles de grosses dimensions, les "Usines Kurdahne", va être fondée dans la plaine de Haïfa, sous les auspices des grandes usines "Ata", pour la confection de tissus variés. La nouvelle entreprise s'occupera notamment aussi de blanchissage à la vapeur, de teinture, etc. Il en sortira, d'autre part, des tissus spéciaux, qui ne se rétrécissent ni s'allongent. Les machines, commandées surtout aux Etats-Unis et en Suisse, sont attendues ici avant la fin de l'année.

La fabrique ajoute, "Palestine and Middle East", sera capable d'absorber toute la production des tissages palestiniens pour travailler le matériel et le finir. Pour en assurer la création et le développement, le capital par actions d'"Ata" a été porté à L.P. 670.000 par une émission de L.P. 120.000 d'actions privilégiées. Le capital autorisé avait déjà été porté fin 1946 de L.P. 550.000 à L.P. 750.000.

Les usines "Ata", continue le rapport, disposent de 10.000 fuseaux, de 157 métiers mécaniques, etc. Au cours de l'année

passée, elles ont produit plus d'un million de kilos de filé et 3.250.000 mètres de marchandises finies. Le total de la production de l'année, y compris les vêtements finis, est évalué à plus de L.P. 1.645.000.

ENCOURAGEMENT A L'INDUSTRIE DU BATIMENT.

Un accord a été conclu entre le Comité de la production palestinienne et un certain nombre d'entreprise du bâtiment. Aux termes de cet accord, les constructeurs se serviront dans toute la mesure du possible de matériaux de construction d'origine palestinienne, surtout en ce qui concerne l'emploi de briques, de blocs de ciment, de tuyaux, de verrerie, de câbles électriques, d'articles de plomberie et de baignoires, la plupart de ces matériaux et articles sont produits aujourd'hui dans la région de Haïfa.

De Haïfa vient aussi la nouvelle d'un grand projet de construction. Selon "Palestine Fact and Figures", des terrains de 2.500 dunams, situés dans le quartier de Roushmieh, vont être développés à la suite d'un contrat conclu par le Comité du Hadar Hacarmel et la "Palestine Land Development Company". Ces terrains se trouvent entre Nevé-Sha'anân, Ahouza et le Hadar Hacarmel, extérieurement à la zone de constructions arabes. Le nouveau quartier devra servir d'habitation à quelque 25.000 personnes.

La société "Shikoun" pour l'habitation ouvrière se propose, de sa part, de construire un nouveau quartier d'habitation à l'est de Tel-Aviv. Le plan prévoit 1.200 appartements sur un terrain de 200 dunams. Les frais s'élèveront à L.P. 2.500.000. Un autre groupe d'habitations sera bâti spécialement pour des immigrants de la Bessarabie qui vivent actuellement à Tel-Aviv.

La première pierre d'un bloc de 26 appartements, faisant partie d'un nouveau quartier d'immigrants, vient d'être posée près de Talpiot, dans la banlieue de Jérusalem. Les prêts à taux réduit ont été accordés à cet effet par l'Agence Juive et une compagnie d'assurances du pays. Les loyers, pour ces appartements à une et deux pièces, ne dépasseront pas 4 à 5 Livres par mois.

PENURIE DE DOLLARS ET LES MATIERES PREMIERES.

Dans son dernier cahier, le "Palestine Economist" énumère les effets que l'épuisement du prêt américain à la Grande-Bretagne pourrait éventuellement avoir sur la fourniture de matières premières aux industries palestiniennes. Comme les achats à des pays non compris dans le bloc sterling seront rendus beaucoup moins aisés et même impossibles, et comme il y aura pénurie de certaines matières premières fournies par l'Empire, l'"Economist" prévoit certaines difficultés, du moins passagères.

Une des matières premières dont l'importation pourrait être affectée par la situation est, dit l'"Economist", le coton, celui surtout que l'on faisait venir jusqu'ici d'Egypte, pays situé maintenant hors du bloc sterling. D'autre part, ajoute la revue, le coton d'Inde n'est pas toujours utilisable, pour des raisons techniques. (Il ne semble pas possible de prévoir déjà quelles seront, dans le futur, les relations cotonnières entre l'Egypte et la Palestine).

CEREALES, HUILES, COPRA, DENREES.

Poursuivant l'analyse des répercussions possibles de la pénurie du dollar sur le marché palestinien des matières premières, l'"Economist" écrit:

"Les céréales étaient essentiellement fournies par le Canada et par les pays voisins de la Palestine. Bien que le prêt canadien s'épuise également, il n'est pas à craindre, pour le moment du moins, que les transports maritimes de céréales soient affectés par la situation. D'autre part, les conséquences de la pénurie du dollar en Grande-Bretagne se feront notamment sentir dans le domaine des produits oléagineux et des huiles crues qui venaient jusqu'ici des Etats-Unis, des Philippines et d'Argentine. L'industrie palestinienne a reçu pour la première fois son propre quota pour l'achat, aux Philippines, de copra, matière d'un intérêt fondamental pour le travail industriel.

E.G

AMERICAN LLOYD

VOYAGES - TOURISME - TRANSPORTS INTERNATIONAUX



Membres de
L'AMERICAN SOCIETY
of TRAVEL AGENCY, INC. (ASTA)



et de la
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES AGENCES DE VOYAGE

DIRECTION GÉNÉRALE

LE CAIRE, 48, Rue Ibrahim Pacha
B. P. 516 — Tél. 54347

SUCCURSALES ;

LE CAIRE : 26a, Rue Cherif Pacha - Tél. 48442
HELIOPOLIS : 7, Rue Ismail - Tél. 63821
ALEXANDRIE : 22, Rue Fouad 1er - Tél. 24539
PORT SAID : 28, Rue Fouad 1er - Tél. 8065
A S M A R A : Viale Regina No. 39 - Tél. 6242

NOUVELLES ECONOMIQUES DU PROCHE-ORIENT

Syrie

LA CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE DAMAS

Le Mohafazat de la capitale a décidé de faire appel à un ingénieur belge de réputation mondiale pour entreprendre les premiers grands travaux d'urbanisme et d'embellissement de la nouvelle Damas.

LA VOIE FERRE DAMAS-BAGHDAD COUTERA CINQ MILLIONS DE £

Selon les experts, la construction du chemin de fer Damas-Baghdad coûtera cinq millions de livres sterling environ. On sait que la voie ferrée projetée doit franchir l'Euphrate à Deir-Ez-Zor.

LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

Le montant de la circulation fiduciaire au 15 septembre dernier a atteint 189.000.000 de livres syriennes contre 188.500.000 au 31 août.

L'IMPORTATION DES PRODUITS CHIMIQUES

Le gouvernement américain a proposé à la Syrie de lui fournir toutes les quantités de produits chimiques dont elle pourrait avoir besoin pour ses industries. Il lui a demandé à cette occasion une liste de ces produits avec les quantités correspondantes.

Liban

L'INTERRUPTION DES NEGOCIATIONS TRIPARTITES DE PARIS ET SES CAUSES

Interrogé M. Ahmed bey Daouk, ministre du Liban à Paris, a fait la réponse suivante au correspondant du "Commerce du Levant":

"De fait, les pourparlers sont provisoirement arrêtés, mais ils reprendront, il faut l'espérer, bientôt. Car il n'y a rien de grave entre les parties qui négocient.

"L'interruption provisoire concerne, du reste, la Syrie, les délégués syriens ayant tenu à consulter leur gouvernement avant de s'engager sur des points qu'ils considèrent comme délicats."

En confirmation de ces nouvelles, nous apprenons que l'interruption des négociations est due principalement à trois motifs:

1. — Les divergences de vues dans le domaine des relations

culturelles entre la France et la Syrie.

2. — Les réclamations présentées, par contre, par le gouvernement français, touchant les indemnités dues aux troupes françaises.

3. — Enfin, en ce qui touche plus spécialement le Liban, la délégation libanaise aurait demandé des précisions à Beyrouth sur la nature des biens français dont le gouvernement désirait se rendre acquéreur, que ce soit pour les besoins de l'armée (casernements et autres), ou à d'autres fins.

Pour toutes ces raisons, une pause a été observée de commun accord, la délégation libanaise jouant le rôle d'intermédiaire et de conciliateur en vue de rapprocher dans toute la mesure du possible les points de vue syrien et français.

BLOCAGE DES DEVICES STERLING

Le ministre de l'Economie Nationale a adressé une communication à l'Office des Changes lui demandant d'arrêter tout octroi de devises sterling pour une durée de quinze jours, à l'exception des demandes portant sur l'importation des denrées alimentaires.

Les devises rares autres que le sterling et le dollar, sont régulièrement allouées aux importateurs en vertu de licences précédemment accordées, la priorité étant toutefois réservée aux importations de machines agricoles et industrielles.

A QUAND LES DEVICES RARES DU 4ème TRIMESTRE DE 1947 ?

Le ministère des Affaires Etrangères est entré en contact avec le Trésor français, demandant la livraison aussitôt que possible de la quote-part des devises rares revenant au Liban, à titre de 4ème trimestre de 1947.

Cette demande s'avère d'autant plus urgente que les autorités libanaises ont un besoin pressant des devises afin d'assurer l'importation de blé, de farine, de sucre et de riz de l'étranger.

M. Hamid Frangié qui se présente le Liban aux pourparlers de Paris, a été chargé d'attirer l'attention des autorités françaises à ce sujet et de hâter la livraison des devises rares.

LE COMMERCE DU CIMENT EST DE NOUVEAU LIBRE

Le ministre de l'Economie Nationale a pris un arrêté No. 5259 abrogeant l'arrêté 5059 du 20 août 1947 qui avait placé la production de la Société des Ciments libanais sous le régime de la distribution contrôlée. L'arrêté stipule cependant que le Service de Répression devra poursuivre la surveillance du marché en vue d'empêcher la spéculation sur les prix.

ACHAT DE 980 TONNES DE FARINE

Le ministère de l'Economie Nationale vient de procéder à l'acquisition de 980 tonnes de farine canadienne importées par des commerçants libanais, à raison de 72 livres sterling la tonne net.

LES RECETTES DOUANIERES EN 1948

Les services compétents estiment à plus de 50 millions de livres le total des recettes douanières libano-syriennes pour 1947, dont 80 o/o provenant des postes de Beyrouth.

LES SEMENCES DE POMMES DE TERRE

Le ministre de l'Economie Nationale a pris un arrêté plaçant sous le régime de la distribution contrôlée les semences de pommes de terre importées.

D'autre part, le ministère de l'Agriculture s'est mis en contact avec les autorités britanniques compétentes à Londres pour l'importation de Grande-Bretagne de semences de pommes de terre.

UNE INTERPELLATION DU DEPUTE AMINE NAKHLE SUR LES DEVICES RARES ET LE PROBLEME DU BLE

M. Amine Nakhle, député du Mont-Liban, a posé au gouvernement par l'intermédiaire de la présidence de la Chambre, les deux questions suivantes:

1) Quelles sont les quantités de devises rares distribuées aux commerçants en 1946 et pendant l'année en cours pour l'importation des produits de première nécessité?

Quels sont les produits dont le gouvernement a autorisé l'importation par l'affectation de ces devises?

Quelles sont les quantités de devises rares dont l'utilisation est arrivée à terme et dont les bénéficiaires ne se sont pas encore acquittés?

2) Le Conseil international des Vivres a-t-il admis le Liban en son sein et envisagerait-il de lui allouer un quota de blé pour l'année prochaine?

Le gouvernement espérait-il importer de Syrie les quantités de blé dont le Liban aurait besoin au cours des prochains mois, et quelles ont été les mesures administratives urgentes adoptées pour enrayer la hausse du prix de la farine dont le kilo a atteint dernièrement 120 piastres?

LA RAVITAILEMENT DU LIBAN EST ASSURE

Le gouvernement publie le communiqué suivant:

"A la suite des craintes manifestées par les habitants de certaines régions libanaises, craintes totalement infondées, sur l'absence de blé dans les entre-

pôts du ravitaillement et les difficultés d'approvisionnement du pays, le président du Conseil a réuni sous la présidence le ministre de l'Economie Nationale, les administrateurs et calmaccams pour traiter le problème de ravitaillement.

"Il est apparu que les quantités de blé habituellement attribuées sont distribuées en temps opportun, mais que les craintes de certains les ont porté à réclamer immédiatement leurs rations de blé. Pour dissiper ces craintes les administrateurs et calmaccams ont été informés par les services du ravitaillement des chiffres des quantités attribuées à leurs districts et les dates de distribution de ces rations sous leur contrôle et celui des inspecteurs mandatés à cet effet par le ministère de l'Economie Nationale."

POUR UNE REDUCTION DES TARIFS DOUANIERES AVEC LA TURQUIE

En réponse à la proposition du Conseil Supérieur des Intérêts Communs pour une éventuelle réduction des tarifs douaniers actuellement en vigueur entre la Syrie et le Liban d'une part, et la Turquie de l'autre, le ministre de l'Economie Nationale a donné son accord de principe pour une telle initiative, recommandant l'ouverture des pourparlers avec la Légation de Turquie à Beyrouth, en vue de l'établissement d'une convention dans ce sens.

RETOUR AUX EXPORTATIONS D'HUILE EN 1946

On sait que les divers commerçants ayant bénéficié de licences d'exportation d'huile d'olives durant l'année 1946 n'ont point jusqu'à ce jour rempli leurs engagements de rapatriement des devises obtenues par ces exportations. En dépit des injonctions répétées du gouvernement, ces commerçants semblent peu désireux de partager avec le trésor les bénéfices ainsi réalisés.

Dans ces conditions, le Conseil des Ministres a invité, au cours de sa dernière réunion, le ministère des Finances à recourir à tous les moyens administratifs mis à sa disposition, en vue d'obtenir la restitution des montants en question dans le plus bref délai. Sinon, ce ministère est autorisé à engager immédiatement les poursuites judiciaires contre les délinquants.

UNE USINE D'ENGRAIS AU LIBAN

Une communication est parvenue au ministère des Affaires Etrangères faisant part du désir d'une importante société chilienne de production d'engrais chimiques de créer une branche au Liban, sous forme d'une société anonyme libano-chilienne.

Planisme et dirigisme

La Russie soviétique en est à son cinquième plan quinquennal. En vue d'exploiter à fond les immenses richesses du territoire, les dirigeants de Moscou restreignent au maximum la consommation afin de diriger le pouvoir d'achat excédentaire vers les industries de biens de protection. Cette capitalisation forcée des revenus dépassant les exigences du minimum vital, dispense l'URSS du recours aux crédits extérieurs. Au moment même où les masses pouvaient s'attendre à une certaine abondance permettant de relâcher la rigueur du rationnement et du contrôle des revenus, la seconde guerre mondiale est venue rejeter dans un avenir lointain les espoirs des consommateurs: une fois de plus et pendant de longues années, la loi impérieuse de l'investissement et de l'équipement l'emporte sur le désir légitime d'une satisfaction plus large des besoins. Le cinquième plan consacre la priorité du charbon, de l'acier, du pétrole, des machines sur les denrées alimentaires, les textiles, le logement même.

A leur tour, les démocraties occidentales ont adopté le planisme pour maîtriser la pénurie et pour réaliser l'oeuvre de la reconstruction. Le premier bilan biennal de l'économie planifiée est décevant tant en Angleterre qu'en France. Est-ce que la forme démocratique du gouvernement serait incompatible avec la planification? A vrai dire, l'opinion publique des deux côtés de la Manche a fait un accueil sympathique à l'idée même du plan, les parlements n'ont nullement prétendu aller à l'encontre des directives que les gouvernements ont cru indispensable de donner à une économie en mal de reconstruction. Si aujourd'hui le planisme est discrédité tant en France qu'en Angleterre, c'est que l'objectif principal de la revalorisation de l'économie a été alourdi par un ensemble de buts secondaires tels que les nationalisations et le développement de la sécurité sociale. Le revenu national de pays aussi cruellement éprouvés par la guerre peut-il supporter d'emblée les charges de cette triple entreprise? Evidemment non.

Contrairement à l'Angleterre, qui a pu financer la moitié de la reconstruction grâce au Fonds d'assurance obligatoire accumulé pendant la guerre même, la France, dont le budget ordinaire a été littéralement écrasé non seulement par le coût de la bureaucratie mais encore par une générosité sociale prématurée, a dû se résigner à alimenter le premier budget de la reconstruction principalement par l'inflation: avances de la Banque, traites escomptées du Crédit national, bons du Trésor. L'épargne réelle n'est visible que dans les cas où les propriétaires sinistrés, las d'attendre le secours de l'Etat, ont entrepris de reconstruire par leurs propres moyens et dans les émissions autorisées au profit des groupements de villes éprouvées.

Le planisme des démocraties occidentales comporte un autre point faible. Alors que le plan quinquennal soviétique s'exécute pour ainsi dire en vase clos, sans aide étrangère, dans le cadre d'une vaste autarcie, ni la France ni l'Angleterre ne sauraient réaliser leur rééquipement sans importation massive de machines, d'outillages, de matières premières, d'énergie.

Ainsi la planification nationale des pays qui de loin ne peuvent se suffire à eux-mêmes, repose en partie sur l'hypothèse de secours étrangers, notamment sous forme de crédits. L'exécution du plan Monnet est compromise parce que les importations de la première année atteignent à peine 60 0/0 des chiffres prévus. D'un autre côté, le "forçage" des exportations en vue de diminuer la dépendance financière vis-à-vis de l'étranger risque de soustraire à l'économie du pays des éléments indispensables à la reconstruction; encore ne faut-il pas que le déséquilibre des prix compromette les ventes à l'extérieur. On comprend dans ces conditions que les Etats-Unis considèrent la planification sur une plus vaste échelle, dans le cadre de l'Europe occidentale affranchie des barrières douanières et monétaires, comme un préjugé favorable à un plus large octroi de crédits.

Last not least, l'ordre qu'implique le planisme est en grande partie neutralisé par le désordre du dirigisme qui l'accompagne. Sous le titre "Inflation versus the Monnet Plan", l'Economist a stigmatisé récemment l'anarchie qui résulte en France de la taxation officielle. Le plan français repose sur l'hypothèse que l'agriculture fasse un effort maximum pour alimenter la population en vue de réduire au minimum les importations et les sorties de devises. Sans doute l'année courante a été défavorisée par les gelées d'abord, par la sécheresse ensuite. Mais si la France manque aujourd'hui de pain et se trouve placée devant une véritable abondance de viande inaccessible parce que trop chère, c'est la politique absurde des prix qui est responsable de cette situation paradoxale autant, sinon plus, que la nature. Par rapport à l'avant-guerre, le prix du blé ressort au coefficient 4, alors que celui de la viande dénote 11 celui du beurre 14 et ce:

lui des pommes de terre 20. Quoi d'étonnant dans ces conditions que la superficie consacrée aux céréales panifiables ait diminué d'un tiers, que le blé soit employé à engraisser le bétail et la basse-cour et que le maïs soit déclaré propre à la consommation humaine? La disproportion entre les prix des denrées en moyenne trop élevés et les prix des produits industriels engendre le phénomène des ciseaux, fausse les conditions du prix de revient des entreprises, alimente la fameuse course entre les prix et les salaires. Le désordre est aggravé par le rétablissement des subventions en matière de charbon au moment même où sont supprimées les subventions relatives aux denrées alimentaires. La conséquence directe de cette politique ou plus exactement de cette absence de politique, est le déficit budgétaire aggravé par l'entretien d'une armée de dirigistes et de contrôleurs; la conséquence indirecte en est l'inflation, qui aboutit à la condamnation sans appel du planisme.

L'Angleterre, elle aussi, bien qu'à un degré moindre, est menacée d'inflation en marge du dirigisme incohérent. A un moment où la restriction de la consommation s'impose comme une nécessité sociale cruelle mais financièrement inéluctable, le gouvernement encourage la dépense par le maintien des subventions, par la générosité avec laquelle sont distribuées, avant que le revenu national soit suffisamment élevé, de primes et allocations de toute sorte dans le cadre de la sécurité sociale. Le cheap money constitue pour l'Etat lui-même une tentation de trop emprunter pour trop dépenser. Il n'est pas certain que la rigueur de l'impôt suffise à la longue pour résorber et pour neutraliser le pouvoir d'achat excédentaire.

HENRY LAUFENBURGER

Une nouvelle industrie se généralise

LE MICROFILM REDUIT JUSQU'AU CENTIEME L'ESPACE RESERVE AUX ARCHIVES DE L'ONU

UNE entreprise embryonnaire sur la scène industrielle aux Etats-Unis — en fait, une entreprise qui est née il y a quelques années et emploie maintenant plusieurs milliers de personnes — est l'industrie du microfilm, ou microphotographie. A travers les Etats-Unis, la microphotographie, procédé mécanique par lequel toute chose dessinée, écrite ou imprimée peut être réduite à la dimension de 1 pour cent de l'original sur des bandes de film, est utilisée par plusieurs grandes firmes commerciales, bibliothèques, journaux et agences gouvernementales pour préserver les registres et gagner de l'espace.

Les Nations Unies sont la dernière organisation à tirer profit des remarquables performances de la microphotographie. Bien que ses archives n'aient pas encore englobé beaucoup de place, les fonctionnaires anticipent qu'à mesure que l'organisation s'étendra, "nous devons réduire cet espace si nous ne voulons pas tenir nos réunions dans une salle de classement..." Aussi, la section des archives de l'ONU est en train de prendre des copies au microfilm des minutes verbales pour les douzaines de petits comités et sous-comités qui n'ont besoin que de rapports dactylographiés plutôt qu'imprimés. Cette tâche a été complétée pour les dossiers de la conférence de San Francisco de 1945.

Retracant l'histoire de la microphotographie, les enthousiastes du microfilm la font remonter jusqu'au temps de la guerre civile américaine, où ses possibilités militaires étaient reconnues. On avait alors proposé de reproduire en petits les nombreux documents confiés aux espions. Mais ce qui a lancé le microfilm dans la masse et l'a rendu populaire, c'était le "V-Mail". Conçu sur le modèle des "Airgraphes" britanniques, il répondait avec succès aux demandes d'envoi de lettres à des millions de soldats écrivant à leurs familles, et inversement.

Le mécanisme du microfilm est, comme disent les réclames, d'une simplicité enfantine. Des bandes de film de cent pieds de longueur sont généralement employées. Une caméra spéciale, fabriquée par plusieurs compagnies américaines bien connues, prend une photographie qui réduit l'objet à une petite fraction de sa dimension originale. Les photos sont ensuite reproduites par projection sur un pupitre qui rétablit la dimension originale.

L'ECONOMIE



DANS LE CADRE D

Lorsque le 5 juin 1947, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis annonça la nécessité d'une aide matérielle à l'Europe sous peine de l'"exposer à une dislocation économique, sociale et politique très grave", lorsque, confirmant son offre le 12 juin, il l'étendait explicitement à tout le continent européen, à quel mobile obéissait-il ?

Mobile politique, pouvait-on penser : les Etats-Unis ont fait partout, en Allemagne, en Autriche, à Trieste, en Grèce et en Turquie, dans le Proche-Orient, en Chine, y compris la Mandchourie et la Corée, un barrage solide contre l'Union Soviétique. Que des convulsions économiques, avec leurs incidences sociales et politiques, viennent à déterminer une brèche, et le système de défense américain s'effondre. Or, de toutes les régions voisines de l'U.R.S.S. auxquelles les Etats-Unis ont été amenés à s'intéresser, l'Europe est de beaucoup la plus importante; les 16 pays participant à la Conférence de Paris et l'Allemagne occidentale, groupaient une masse de 246 millions d'habitants avant-guerre et faisaient alors une part considérable du commerce mondial, 49,9 o/o du commerce mondial d'importation, 39,4 o/o du commerce mondial d'exportation en 1938, ils possédaient 65,4 o/o du tonnage maritime mondial. L'intérêt que les Etats-Unis portent à l'Europe n'a-t-il donc pas pour cause le désir de voir cette partie du monde échapper à l'influence politique de l'U.R.S.S. ?

D'autres ont avancé un mobile économique; l'économie américaine, suréquipée par la guerre, risque après la guerre de connaître, comme après la première guerre mondiale, une crise de surproduction avec toutes les conséquences que cet événement impliquerait pour la sécurité intérieure et la prospérité de l'Union. N'est-il pas alors indispensable pour les Etats-Unis de maintenir à un niveau élevé leur commerce et de garder leurs marchés européens, qu'il faut dès lors sauver coûte que coûte du chaos ?

Ce que l'on connaît actuellement de l'économie américaine autorise-t-il à accepter l'un ou l'autre de ces points de vue ?

PROSPERITE ECONOMIQUE ET COMMERCE EXTERIEUR AUX ETATS-UNIS

L'augmentation de la production

C'est un fait indubitable que la guerre a suréquipé les Etats-Unis au point de vue industriel et commercial. Si l'on prend pour référence la moyenne de la production industrielle des cinq années d'avant-guerre, 1935-1939 (base 100), l'indice de la production industrielle était en juin de 184 (1); la production a donc presque doublé par rapport à l'avant-guerre.

Telle est à peu près l'augmentation moyenne des grandes industries-clés : la sidérurgie est à l'indice 193 en juin 1947; la production s'élève, ce même mois, à 4.810.000 tonnes courtes pour la fonte, et à 6.952.000 tonnes courtes pour l'acier; l'acier travaille, aux Etats-Unis, à 93 o/o de sa capacité. La production de charbon bitumineux a atteint 41 millions de tonnes en avril 1947 (indice 155) et celle d'antracite 4.597.000 tonnes en juin, celle de pétrole brut 156 millions de barils en mai 1947 (indice 186).

D'autres branches industrielles ont encore progressé davantage: l'appareillage électrique était, en avril 1947, à l'indice 405 (base 100 en 1936), les produits chimiques ont augmenté très fortement (indice 434 en juin 1947). Montée plus sensible encore du caoutchouc synthétique et du caoutchouc régénéré, qui ont atteint respectivement en mai 1947 les chiffres de production de 39.000 tonnes longues et de 25.000 tonnes longues. Le tableau ci-après donne un résumé des derniers indices publiés.

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE AUX ETATS-UNIS

(niveau de juin 1947, 1935-1939 = 100)

Activité industrielle	184
Sidérurgie	193
Machines	273
Ciment (en mai)	148
Automobiles	186
Industries chimiques	434
Caoutchouc	213
Pétrole	159
Textiles	154
Papier	160
Papier (en mai)	161

L'accroissement a été moins sensible pour l'agriculture; par rapport à 100 en 1935-1939, l'indice est passé à 138 en juin 1947, 106 pour les produits de culture, 163 pour le bétail et les produits de l'élevage.

L'accroissement du commerce extérieur

Malgré l'inévitable affaissement commercial qu'a entraîné l'arrêt du Prêt-Bail et des fournitures de guerre, le commerce des Etats-Unis s'est très largement accru: le commerce d'exportation représente, en poids, en mai 1947, près de 3 fois la moyenne d'avant-guerre, et en valeur, un peu moins de 4 fois (indices 296 pour le poids et 378 pour la valeur par rapport à la moyenne des années 1923-1935). Le commerce d'exportation, qui représentait 877 millions de dollars en juin 1946, en représente 1.241 millions en juin 1947. Voici quelles étaient, en mai, les parts des différentes régions du monde :

	Millions de dollars	% par rapport au commerce total d'expor.
Europe	517	36,4
Asie et Océanie	219	15,6
Amérique du Nord	358	25,2
Amérique du Sud	239	16,8
Afrique	86	6,0

Le maintien d'un commerce important avec l'Europe en particulier constitue donc, en apparence, la condition essentielle du maintien de la production industrielle et du haut niveau de l'emploi. Or, les menaces sont grandes de voir réduire les exportations américaines vers l'Europe. Deux grands pays commerçants d'Europe ont notamment annoncé publiquement leur intention de restreindre leurs importations de provenance de la zone dollar. Ils se sont, en effet, appauvris en dollars, en or et en autres devises ou moyens de paiement en établissant, depuis 1945, des plans d'importation utiles à la remise en marche de leur économie. Leur actuelle pénurie de dollars les force à restreindre au maximum leurs importations.

Tel est l'objet de ce qu'on a appelé en Grande-Bretagne le plan Attlee; le commerce britannique a actuellement un déficit annuel de 700 millions de livres sterling, et les réserves en dollars ont été fortement amenuisées pendant les 5 semaines qui ont suivi le 15 juillet, pendant lesquelles la livre convertibilité de la livre a contraint la Grande-Bretagne à libérer en dollars des créances importantes, jusque-là bloquées en livres. Dans ces conditions, le plan Attlee prévoit une diminution massive des importations, surtout en provenance de la zone dollar, 12 millions de livres par mois sur celles des produits alimentaires, 5 millions par mois sur les biens de consommation et les produits de luxe, 10 millions sur les achats de coton et de bois, 12 millions sur les films: mesures graves qui doivent être compensées par un accroissement de la production nationale et parfois accompagnées d'un renforcement du rationnement en vigueur.

AMERICAINE

PLAN MARSHALL ★ ★

La situation en France n'est guère meilleure, le déficit commercial de 1946 a porté sur 126 milliards de francs, et l'ensemble de la balance des comptes pour 1946 sur 244 milliards. Pour les 5 premiers mois de 1947, le déficit commercial était de 49 milliards de francs; et ce déficit, inexistant dans le commerce français avec les colonies, avec la Grande-Bretagne et avec la Suisse provient en grande partie du commerce avec la zone dollar, et notamment avec les Etats-Unis: 35 milliards sur 49 pour les 5 premiers mois de 1947. De là l'arrêt brutal des importations payées en dollars, décidé le 26 août 1947.

Réduction du commerce avec la Grande-Bretagne, suppression des exportations vers la France, ces deux faits, à peu près contemporains, constituaient pour l'exportation américaine une grave menace. Cette menace devait atteindre par ricochet l'ensemble de la production américaine et y déterminer une crise grave. De là la nécessité d'aider l'Europe pour éviter une crise aux Etats-Unis.

Les vraies conditions de la prospérité américaine

Il est, en bonne partie, inexact que l'expansion du commerce extérieur soit l'indispensable condition de la prospérité américaine, et ceci pour plusieurs raisons.

D'abord, il existe encore certaines pénuries dans la production américaine: à ce sujet, les précisions données en juin dernier à l'assemblée de l'Association Nationale des Achetants, à New-York, sont très intéressantes; on y a tout spécialement insisté sur l'insuffisance des stocks de pâte de bois, sur la pénurie de fonte, de fuel-oil — celle-ci atteignant à peu près 7 0/0 de la production pour l'année en cours et ne devant pas s'atténuer avant 2 ans — et de charbons à coke. N'oublions pas, en outre, que l'énorme production de guerre a absorbé parfois presque tous les stocks d'une partie des économistes américains est qu'actuellement le danger de surproduction est entièrement fictif.

En second lieu, le marché intérieur des Etats-Unis est immense, tant à cause du nombre des habitants que de leur standard de vie et de l'élévation récente de ce niveau. On voit donc la consommation intérieure des 3/4 au 9/10 de la production, ne laissant à l'exportation que des contingents assez faibles. Les statistiques ci-dessous sont, à cet égard, formelles (2):

	(mai 1947 en 1.000 tonnes courtes)		
	Production	Consommation intérieure	Exportation
Fonte	4.810	5.015	657
Pâte à papier	1.038	—	14
Charbon bitumeux	41.120	52.487	7.546
Pétrole (1.000 barils)	156.024	153.348	4.789
Caoutchouc synthétique (1.000 t. longues)	39	48	0,4
Pneumatiques (1.000 unit.)	8.104	—	502
Locomotives (unités)	2.832	—	262

Dans ces conditions, le problème vital de l'économie américaine est moins d'assurer coûte que coûte un puissant mouvement d'exportation que de maintenir et si possible d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs intérieurs; à cet égard, la politique des salaires et des prix revêt une importance bien plus décisive que la politique du commerce extérieur.

Enfin, la conquête récente de nouveaux marchés ouvre au commerce d'exportation américain des perspectives brillantes; celui-ci ne dépend pas du bon vouloir des acheteurs d'Europe. La guerre a, en effet, permis aux Etats-Unis d'évincer de sévères concurrents de deux zones, l'une l'Amérique du Sud, l'autre l'Extrême-Orient. Avec l'Amérique du Sud, le mouvement d'exportation ne cesse de croître depuis 1946, passant de 82 millions de dollars en juillet 1946 à 239 en mai 1947, tandis que les importations en provenance du continent se maintenaient à peu près à 100 millions de dollars par mois. Les Etats-

Unis mettent également la main sur le commerce extrême-oriental et notamment sur le marché chinois: le traité du 4 novembre 1946 leur donne en Chine de grands avantages et ouvre pratiquement tout le monde chinois à la pénétration des produits américains; les Etats-Unis y disposent des deux ports de Tsingtao et Tangku, avant port de Tientsin; enfin, le système chinois de licences d'importation favorise le commerce américain, car les licences sont accordées sur la base du chiffre d'affaires de 1946, année où seuls les exportateurs américains furent actifs sur le marché chinois; les Etats-Unis sont en train d'acquiescer en Chine, à la place du Japon et aux dépens des Anglais, un monopole commercial de fait. Le commerce avec l'Europe peut donc diminuer, l'exportation américaine qui voit s'ouvrir depuis la guerre de nouveaux marchés n'en souffrira pas nécessairement.

L'intérêt économique des Etats-Unis ne peut donc les pousser à réaliser le plan Marshall; il ne faut pas surestimer les chances de mévente et de surproduction dans l'état actuel du marché américain et des marchés étrangers. Allons plus loin: on peut prouver que le plan Marshall peut présenter pour les Etats-Unis un certain nombre d'inconvénients graves dans le domaine économique.

OBJECTIONS ECONOMIQUES AU PLAN MARSHALL

La mise en oeuvre du plan Marshall risque d'avoir pour l'économie américaine des incidences assez sérieuses. Certes, nous ne retenons pas l'objection déjà formulée à plusieurs reprises d'après laquelle des exportations très considérables entraîneraient rapidement l'épuisement des ressources naturelles de l'Union (3): cette objection ne vaut à peu près rien pour les produits agricoles, qui se renouvellent chaque année, coton et blé notamment, pour le charbon, ni pour le pétrole dont, quoi qu'il arrive, les réserves seront bientôt épuisées. Quant aux autres ressources naturelles, et aux matières premières tout spécialement, n'a-t-on pas déjà remarqué plus haut que la part de l'exportation était très faible si on la compare à celle de la consommation intérieure?

Par contre, le plan Marshall peut avoir un effet assez redoutable sur la hausse des prix. Une aide massive à l'Europe aura pour résultat des achats importants en produits alimentaires payés avec les dollars dont seront crédités les pays européens. Il est possible qu'une relative raréfaction des céréales, notamment du blé, et de la viande entraîne, outre le rationnement, la montée des prix que le Gouvernement américain s'efforce de juguler, et comme le prix du blé a, aux Etats-Unis, un rôle directeur sur l'ensemble des prix de l'économie, il pourrait s'ensuivre une pression des prix et une poussée inflationniste grave, dans la mesure où le Gouvernement ne parviendra pas à imposer un rationnement normal et à briser la spéculation.

Le plan Marshall a pour objectif de remettre en selle les économies européennes ébranlées ou ruinées par la guerre. Les crédits qu'il comporterait devraient permettre aux pays d'Europe non seulement de rétablir la production de 1937-1938, mais même de l'augmenter très largement. Le rapport de la Conférence des 16 donne à ce sujet des indications assez précises:

JEAN CHARDONNET.

(Suite en page 22)

(1) Ce chiffre et les suivants sont extraits de la revue mensuelle "Survey of Current Business", publiée par le Département du Commerce.

(2) Les chiffres de consommation intérieure supérieure aux chiffres de production s'expliquent par l'utilisation des stocks.

(3) Cf. "Information et Documentation", 2 août 1947

SOCIETE FINANCIERE ET INDUSTRIELLE D'EGYPTE

BILAN ARRETE AU 30 JUIN 1947

ACTIF

1946 30 Juin L.E.		L.E.	L.E.	L.E.
	ACTIF IMMOBILISE:			
	Au prix de coût:			
	TERRAINS:			
	Usine de Kafr El Zayat	8008		
9139	Entrepôt — Le Caire	1131	9139	
	BATIMENTS & CONSTRUCTIONS:			
	Usine de Kafr El Zayat	66785		
	Travaux sous exécution	5704		
70358	Entrepôts — Le Caire et Alexandrie	9788	82277	
	MACHINES ET INSTALLATIONS:			
	Usine de Kafr El Zayat	253345		
	Commandes sous Livraison	79891		
284006	Entrepôts — Le Caire et Alexandrie	3054	336290	
5152	MATERIEL ROULANT ET FLOT-TANT		5729	
368655			433435	
	MOBILIER, ACCESSOIRES ET DIVERS:			
2	Après dépréciation		2	
2805	SUSPENS: Frais payés d'avance		2740	
371462	Total Actif Immobilisé			436177
	ACTIF REALISABLE ET DISPONIBLE:			
	STOCKS DIVERS (Inventoriés et évalués par la Direction):—			
	Matières Premières:			
	Au prix de coût ou au-dessous	50299		
	Emballages et Approvisionnements:			
	Au prix de coût ou au-dessous	41850		
	Produits Finis:			
135358	Au prix de revient de fabrication ou au-dessous	74851	167000	
33171	DEBITEURS ET DEPOTS DIVERS		48055	
	TITRES EN PORTEFEUILLE:			
	Au prix de souscription:			
63300	Emprunt National 2 3/4 0/0 1955/58		38300	
377712	ESPECES EN CAISSE ET EN BANQUES		369378	
	Total Actif Réalisable et Disponible			622733
	COMPTES D'ORDRE (Contrepartie au Passif):			
	DEPOT STATUTAIRE DES ADMINISTRATEURS , suivant Article 24 des Statuts		7000	
	DIVERS		43893	
			50893	
981003				1058910

PASSIF

1946 30 Juin L.E.				
	CAPITAL AUTORISE ET EMIS:			
360000	90000 Actions de L.E. 4 chacune			360000
	CAPITAL SOUSCRIT:			
356652	89163 Actions de L.E. 4 chacune entièrement libérées			356632
	RESERVES:			
24016	a) Réserve Statutaire			29256
	b) Réserve Générale pour Amortissements des Immobilisations: L.E.			
	Solde Bilan au 30 Juin 1946	135501		
	Plus: Réserve de l'Exercice	31615		167116
	c) Réserve Extraordinaire pour Eventualités:			
	Solde Bilan au 30 Juin 1946	35370		
	Plus: Réserve créée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 Oct. 1946 ...	10000		45370
35370	d) Réserve Spéciale suivant Art. 7, Loi No. 60 de 1941: Selon Bilan au 30 Juin 1946	94655		
	Plus: Réserve créée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 Oct. 1946 ...	40000		134655
94655	e) Réserve pour Imprévus	75604		452001
42539				
688733				808653
134194	CREDITEURS ET PROVISIONS DIVERSES			92866
	COMPTE PROFITS ET PERTES:			
	Solde Compte Utilisation des Bénéfices pour l'Exercice 1945/46			995
	Plus: Solde du Compte Profits et Pertes pour la période du 1er Juillet 1946 au 30 Juin 1947	156396		157391
158076				
	COMPTES D'ORDRE (Contrepartie à l'Actif):			
	CAUTIONNEMENT DES ADMINISTRATEURS			7000
	DIVERS			43893
				50893
981003				1058910

N.B. — Les fractions de Livre Egyptienne ont été négligées pour simplification.

COMPTE PROFITS & PERTES

pour la période du 1er Juillet 1946 au 30 Juin 1947

1946 30 Juin L.E.	L.E.	1946 30 Juin L.E.	L.E.
13460	8878	192079	197070
A FRAIS GENERAUX ET PROVISIONS DIVERSES		Par RESULTATS DE L'EXPLOITATION ET RE-	
" RESERVE POUR AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS ET DEPRECIATIONS DIVERSES ...		VENUS DIVERS	
20809	31796		
" SOLDE — BENEFICES NETS TRANSFERES AU COMPTE "UTILISATION DES BENEFICES" CI-DESSOUS			
157810	156396		
192079	197070	192079	197070

COMPTE UTILISATION DES BENEFICES

1946 30 Juin L.E.	L.E.	1946 30 Juin L.E.	L.E.
20500	17800		
32500	35600	266	995
5240	5150	157810	156396
RESERVE POUR CHARGES FISCALES		SOLDE COMPTE PROFITS ET PERTES après utilisation des bénéfices pour l'Exercice 1945/46	
RESERVE POUR IMPREVUS		BENEFICES NETS POUR L'EXERCICE 1946-1947	
RESERVE STATUTAIRE — 5 0/0 sur le solde ...			
DIVIDENDE AUX ACTIONNAIRES:			
17832	17832		
5 0/0 d'intérêt sur le capital souscrit			
TANTIEME AUX ADMINISTRATEURS:			
10 0/0 sur le reliquat des bénéfices après les déductions précédentes			
8174	8001		
40000	40000		
RESERVE SPECIALE, suivant Art. 7 Loi No. 60 de 1941			
10000	10000		
RESERVE EXTRAORDINAIRE POUR EVENTUALITES			
DISTRIBUTION SUPPLEMENTAIRE AUX ACTIONNAIRES : P.T. 20 par action plus impôt sur le dividende total			
22835	22835		
995	173		
158076	157391	158076	157391

RAPPORT DES CENSEURS

Messieurs les Actionnaires,

En vertu du mandat qui nous a été confié, lors de votre dernière Assemblée Générale, nous avons procédé à l'examen du Bilan de votre Société arrêté au 30 Juin 1947, et avons obtenu toutes les informations et explications que nous avons requises.

Le Bilan qui vous est soumis, reflète, à notre avis, la situation exacte des affaires de votre Société au 30 Juin 1947, telle qu'elle résulte de ses livres et documents mis à notre disposition et des informations et explications qui nous ont été fournies.

Alexandrie, le 10 Octobre 1947.

HEWAT, BRIDSON & NEWBY, Censeurs.

Voir dans notre précédent numéro le Rapport du Conseil d'Administration.

Prochainement, ouverture
du
RESTAURANT-BAR

LA CIGALE

42, Rue Chérif Pacha,

Le Caire

MENUS DE CHOIX

BOISSONS DE QUALITE

SERVICE IMPECCABLE

HÉLIOPOLIS

CURE DE GRAND AIR A LA LISIERE DU DESERT

LE PLUS BEAU SITE D'EGYPTE

NI POUSSIERE — NI MOUSTIQUES

Communications rapides avec Le Caire

TOUS LES SPORTS

Grand choix de terrains à bâtir

Pour tous renseignements s'adresser à la

SOCIETE D'HELIOPOLIS

28, Boulevard Abbas, à Héliopolis.

NOUVELLES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DE L'ETRANGER

HAUSSE DU PRIX DU PETROLE AUX U.S.A.

La "Philips Petroleum Co." annonce une hausse de 20 cents par baril sur le prix de vente du pétrole brut.

La "Standard Oil and Co.", l'"Idiana and Standoling Oil", et la "Purchasing Co." ainsi que la "Magnolia Petroleum Co.", ont relevé également leur prix.

LA PRODUCTION DE CEREALES AUX ETATS-UNIS

Le Département de l'Agriculture déclare que la production des céréales et produits dérivés en septembre a atteint 50.812.052 boisseaux, soit 1.335.000 tonnes métriques, en diminution de 352.000 tonnes sur le mois d'août.

LES STOCKS MONDIAUX DE CAOUTCHOUC

A l'occasion des assemblées annuelles de Paris des trois importantes sociétés indochinoises de caoutchouc, les Compagnies du Cambodge, de Padang et des Terres Rouges, Philippe Langlois Berthelot, président de l'Institut français du caoutchouc a déclaré que les stocks mondiaux de caoutchouc naturel à la fin de l'année 1947, représenteront 8 à 9 mois de consommation.

Le président a indiqué que le comptoir d'achat et de vente du caoutchouc indochinois entrera incessamment en fonction. Il a pour mission de venir en aide aux planteurs en achetant leur production au cours de 3 piastres indochinoises.

LE PRIX DU CAOUTCHOUC EN AMERIQUE

Le prix du caoutchouc à la Bourse de Mincing Lane à Londres a atteint 11 1/8 pence par livre. Cette hausse continue depuis 3 mois est due à la présence du gouvernement américain sur le marché. On constate que le prix du caoutchouc naturel à New-York vient d'atteindre le prix du caoutchouc synthétique, soit 18 cents 1/2 par livre.

L'EGREPAGE DU COTON AUX ETATS-UNIS

Le département de l'Agriculture signale que la qualité de coton égrené cette année en Amérique jusqu'au 1er octobre est nettement supérieure à la qualité de coton égrené pendant la période correspondante en 1946.

Les égrenages à cette date ont porté sur 3.899.000 balles, soit 35 o/o de la production escomptée.

L'INDUSTRIE DE LA SOIE AU JAPON

L'industrie de la soie britannique s'attend que de nouvelles baisses interviennent prochainement sur le prix de la soie qui est la seule matière première à avoir baissé depuis la guerre. En effet, alors qu'en 1945 la soie brute valait 80 shillings elle est actuellement à 25 shillings.

Une des raisons de cette baisse est l'insuffisance de la demande devant l'augmentation continue de la production japonaise. Les exportateurs ne peuvent payer la soie japonaise en dollars et les Etats-Unis donnaient avant la guerre la préférence au nylon et à la rayonne.

En conséquence, les stocks s'accumulent et les prix baissent.

LES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS FRANCAISES

Les importations françaises totales pour le mois de septembre s'élèvent à 29.402.120.000 francs et les exportations à 15.410.387.000 francs.

Les importations pour les 9 premiers mois de l'année s'élèvent à 252.826.000 francs et les exportations à 154.803.412.500 francs.

LA SUEDE REQUISITIONNERA UNE PARTIE DES AVOIRS SUEDOIS A L'ETRANGER

Une partie des avoirs suédois détenus à l'étranger par des particuliers ou des établissements commerciaux sera réquisitionnée par ordre gouvernemental.

CIRCULATION FIDUCIAIRE ITALIENNE

La circulation fiduciaire italienne s'élevait au 30 septembre à 659 milliards 50 millions de lires, en augmentation de 14 milliards 300 millions de lires sur celle du mois précédent.

LE PRIX DE GROS EN GRANDE-BRETAGNE

Selon les statistiques du Board of Trade, les prix de gros ont subi en Grande-Bretagne une hausse de 06 o/o au cours du mois de septembre dernier.

L'indice du prix de gros passe ainsi à 195, contre 177,4 en septembre 1946, et 100 en 1930.

FIN DE TRAVAUX DE LA CONFERENCE FRANCAISE DE L'ALUMINIUM

A l'issue de ses travaux, la Conférence Française de l'aluminium patronnée par la Confédération Générale du Travail a notamment proposé les mesures suivantes:

— Ne pas exporter, comme par le passé, la bauxite non traitée, et, pour ce faire :

a) utiliser au maximum l'énergie électrique disponible attribuée aux entreprises de production d'aluminium et des dérivés;

b) attribuer éventuellement et en fonction de l'avancement du plan d'équipement électrique, dans le cadre du Plan Monnet, des quantités d'énergie suffisante aux besoins de l'industrie de production de l'aluminium et de ses dérivés.

LA PRODUCTION CHARBONNIERE EN HOLLANDE

La production charbonnière en Hollande a augmenté sensiblement en septembre, atteignant 895.213 tonnes contre 801.706 tonnes le mois précédent.

La production journalière a passé de 33.246 tonnes en août à 34.431 tonnes en septembre.

L'indice de la production sur base de 100 en 1938, atteint le chiffre record de 77.

LA PRODUCTION AUTOMOBILE EN FRANCE

En France, comme il était facile de le prévoir à la suite des événements survenus dans ce pays, la production a été plus que gravement atteinte, les huit années considérées de 215.000 unités à 96.000, soit une diminution de 55 o/o. Pourtant, l'effort soutenu fourni par la France pour redresser son économie se révèle dans le nombre de camions produits l'année dernière — 65.000 — soit plus de deux fois et demie la production totale de 1938.

LE DERNIER RAPPORT TRIMESTRIEL DE LA BANQUE INTERNATIONALE

Le total des souscriptions dépasse 8 milliards de dollars

La Banque Internationale de Reconstruction et de Développement vient de publier son rapport trimestriel qui montre une augmentation dans le capital souscrit de la Banque durant les trois mois se terminant le 30 septembre portant le total des souscriptions à 8.225.100.000 de dollars.

Le rapport indique un solde d'environ 480.000.000 de dollars disponibles pour de nouveaux prêts.

Cette augmentation résulte des souscriptions par l'Australie à 2.000 actions, outre une augmentation des souscriptions du Paraguay.

Dans une déclaration sur ses revenus et ses dépenses, la Banque a annoncé un revenu total, pour le trimestre, de 2.538.741 dollars et des dépenses totalisant 3.416.426 dollars, dont 1.267.902 dollars représentent le coût d'émission des titres. La Banque a approuvé des prêts totalisant 497.000.000 de dollars, dont 455.000.000 ont été ratifiés par les pays emprunteurs et le reste demeure à être ratifié.

Entretemps, M. Robert L. Carver, vice-président de la Banque, a réitéré que la Banque ne peut accepter d'agir comme suppléant pour l'aide d'urgence, mais pour tenter de faire face aux besoins les plus critiques et urgents dans l'espoir qu'un degré croissant de capital et d'industrie privés entrera en scène.

S'adressant à la session financière internationale de la 35ème Convocation Nationale du Commerce Extérieur, à St. Louis, Mr. Carver souligna les buts et les moyens de la Banque Internationale. Il expliqua que son organisation est principalement intéressée aux nécessités de la reconstruction, la modernisation et l'extension des facilités productrices, mais que même dans ce domaine, ses fonds disponibles ne peuvent répondre qu'aux besoins les plus pressants.

LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Le 4 Octobre 1947.

CAFE

☒ Pour faciliter le ravitaillement en café de la métropole, un échange de cognac contre livraison de 1.000 tonnes de café a été conclu avec la zone de Tanger. Par ailleurs, un contingent de 900 tonnes de café des Indes Néerlandaises, est prévu dans l'accord commercial franco-hollandais. Enfin, le Yemen doit nous fournir 400 tonnes de café arabica.

☒ En Côte d'Ivoire, les stocks de café atteignent 48.000 tonnes, les exportations ont porté sur 8.500 tonnes.

COLAS

☒ Les exportations de colas de la Côte d'Ivoire, qui se chiffraient à une quarantaine de tonnes en 1938 et 1939, sont tombées à 5 tonnes pour les neuf premiers mois de 1946. Actuellement, après quelques exportations au début de l'année, la demande de colas séchés est nulle. Les dernières exportations ont été faites aux prix suivants : en février, 31.100 kg. de noix séchées sur la base fob de 12,30 fr. le kg; en mars, 2.400 kg de noix séchées sur la base de 20 fr. le kg fob. (En 1946, les cours moyens étaient de 30 fr. le kg loco-magasin, soit 36 à 37 fr. e kg fob.)

Les colas frais sont intégralement expédiés sur Dakar pour les populations du Sénégal et de Mauritanie.

FRUITS ET AGRUMES

☒ La récolte d'agrumes de Palestine est estimée à 14 millions de caisses dont 12.500.000 caisses pour l'exportation.

Un accord serait intervenu entre le ministre de l'Approvisionnement britannique et le gouvernement palestinien pour la vente à la Grande-Bretagne de 10 millions de caisses d'agrumes (8.350.000 caisses d'oranges, 1.500.000 de grapefruits et 150.000 de citrons).

D'autre part, 300.000 caisses auraient été placées en Irlande.

☒ Le département de l'Agriculture annonce l'achat de 59.450 de fruits secs californiens. Ces achats sont destinés à la distribution dans les écoles pour les déjeuners gratuits, et aux secours à l'étranger.

☒ En Afrique du Sud, pour la saison en cours jusqu'au début de juillet, les exportations ont porté sur 936.700 caisses vers l'Angleterre, 51.600 vers la Suède et 32.100 vers la Belgique.

☒ Aux Etats-Unis, au cours du mois d'août, les prix des agrumes ont été soutenus. Les prix des citrons ont été particulièrement élevés.

☒ Selon certaines informations l'achat d'une certaine quantité d'agrumes de Palestine par la France aurait été envisagé.

☒ Au Brésil, les exportations d'agrumes de l'Etat de Sao Paulo ont été pour l'année de 514.933 caisses.

MAIS

☒ La Roumanie pourrait réserver 30.000 tonnes de maïs pour l'exportation vers la France. La récolte 1947 de maïs des Etats-Unis est évaluée à 847.000.000 d'hectolitres.

PRIMEURS

☒ Les travaux de la Conférence du transit des primeurs d'Afrique du Nord, qui avaient repris leur cycle l'an dernier à Marseille après la coupure des relations entre la France continentale et l'Afrique du Nord, se sont ouverts à nouveau le 25 septembre à la salle des conférences de la Chambre de commerce

Un rapport sur cette séance de travail des primeuristes a été présenté le 26 au cours de la conférence des Chambres de commerce de la Méditerranée. Nous donnons page 1374 un compte rendu des travaux de cette conférence.

RIZ

☒ Bien que le Siam soit en retard de plus de 300.000 tonnes de riz par rapport aux accords passés avec l'Angleterre et les Indes venus à expiration le 31 août, il est certain maintenant que le Siam recevra un meilleur prix pour ses livraisons futures.

D'après l'ancien accord, le Siam devait livrer 600.000 tonnes au prix d'environ £ 24 par tonne et jusqu'à maintenant 267.000 tonnes seulement, ont été livrées.

Aucun arrangement n'avait été prévu pour le paiement de la balance de 330.000 tonnes qui, d'après l'accord, devait être livrée à titre gratuit. Actuellement, l'Angleterre est d'avis de payer au Siam le même prix que pour le riz de Birmanie, soit £ 35 la tonne. A la fois, le Pakistan et l'Hindoustan devront donner leur adhésion.

On pense que l'I.E.C. pourra recevoir d'ici la fin de l'année 400.000 tonnes de riz du gouvernement siamois, qui lui-même prend les mesures nécessaires pour assurer cette livraison.

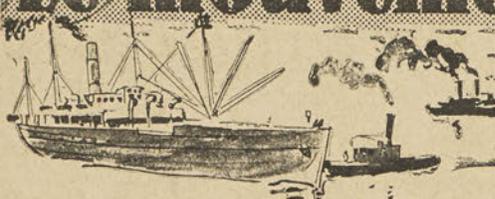
La Commission mixte a cessé ses fonctions le 31 août et le gouvernement traite directement avec l'I.E.F.C. par les bureaux de Lord Killearn à Singapour.

☒ Par suite du grave déficit de riz dans le monde, l'I.E.F.C. a recommandé à tous les gouvernements des pays importateurs et exportateurs de riz d'inclure les brisures de riz dans les allocations.

Le Comité du riz a préconisé cette mesure afin de porter au maximum les quantités de riz disponibles pour l'alimentation. Antérieurement, certaines catégories de brisures n'étaient pas considérées comme consommables suivant les usages admis et par suite n'étaient pas prises en considération pour les allocations. Le point de vue actuel du conseil est qu'une catégorie de riz ne doit être classée comme immangeable qu'après examen du Comité du riz pour le lot pris en particulier. A l'avenir, les gouvernements désirant exporter ou importer des quantités de riz classé comme inconsommable parce qu'il est à l'état de brisures ou pour un autre motif, devront soumettre au Comité du riz la preuve avec pièces justificatives qu'il ne peut être utilisé pour la consommation humaine

(Extrait des "Marchés Coloniaux")

Le mouvement maritime des ports égyptiens



PORT-SAID

FROM CANAL

21/10/47 :

Dunera
Krasnaia Armia
Bucyrus Victory
Br. Isles
Clan Brodie
Brall
Erasmus
Ramon Alonzo
Orchard Knob

FROM SEA

26/10/47 :

Karpaty
Runnymede Park
Amal
Corralis
Otranto
Pahang
Allegheny Victory
Steel Recorder
Halfaya

FROM CANAL

20/10/47 :

Marine Flier
Palana
J.K. Knudsen
V. d'Amiens
Norden
Wave Ruler
Poit. Monroe
Franconia
Choctaw Tril
Br. Purpose
Felix Roussel
F.J. Wolfe
Wave Monarch

FROM SEA

19/10/47 :

Malancha
Dobruja
C. of Lichfield
Allan Clare
Sunset Hills
Ormonde
Martaban
Esso Portsmouth
Monocary
Kylmout
Storform
Derwentdale
Newbrough

Shedwan
Br. Confidence

FROM CANAL

19/10/47 :

Lys.a
Wave Baron
Tinos
Mont Liban
Los Angeles
Esso Providence

FROM SEA

18/10/47 :

Aurora
Szeged
Emp. Rival
Fouadieh
V. de Reims
Macuba
Komminos
Antiklia
Wagon Mound
New Echota

FROM CANAL

18/10/47 :

Clan Macfadyan
Beau
Calchas
Certinago
Solheim
Uribitarte
Seven Seas
Malakand
Malgache

FROM SEA

17/10/47 :

Giacomo Matteotti
C. of Florence
Pentridge Hill
Angilla
Tanya
Aino
Breconshire
Oranje
Ernest W. Gibson
Cairo
Vendee

FROM CANAL

17/10/47 :

Emp. Rosalind
Derwenthall
Gadila
Marsa Matruh
Eridan
Coombe Hill
Emp. Viceroy

Jean Jaures
Ferncourt
Br. Lancer

FROM SEA

16/10/47 :

Richard J. Hopkins
Br. Zeal
Pikepool
Primrose Hill
Tappahanock
Emp. Chub
Wm. Windon
Br. Patience
Sovetskaia Neft
Gloverlock

FROM CANAL

16/10/47 :

Asturias
Beauregard
India
Benf Maersk
Lackland
Steel Mariner
Grote Kerk
French Creek
Federico Fassio
Br. Engineer
Marpessa

FROM SEA

15/10/47 :

Turkistan
Rum River
Sidi Barrani
Poza Rica
Charles Sumner
Dora C.
Stamford Victory
Vasco
K. Rapanos
Fort Stephenson
Melampus
Norseking
Svithiod
Zane Gray
Shirrabank

FROM CANAL

15/10/47 :

C. of Windsor
John Wanamaker
Br. Pilot
Potrero Hills
Hesperides
Murafiora

MARCHANDISES ARRIVEES EN TRANSIT

Par le s.s. "Ravnaas" 13/10/47 :

10 C/s Pers. effects in Tr. Palestine.
400 C/s Washing Soap in Tr. Beyrouth.
10 C/s Sewing Needles in Tr. Beyrouth.
22 Drs. Coconut Oil, in Tr. Beyrouth.
18 Drs. Coconut Oil, in Tr. Beyrouth.
72 Drs. Coconut Oil, in Tr. Beyrouth.

Par le s.s. "Coombre Hill" 17/10/47 :

10 B/s B. Twills, in Tr. Palestine.
42 C/s Rubber gum boots, in Tr. Palestine.
3 B/s Hessian Cloth, in Tr. Palestine.

Par le s.s. "Calchas" 18/10/47 :

30 C/s Rubber, in Tr. Haifa.
90 C/s Rubber, in Tr. Haifa.
106 C/s Rubber, in Tr. Haifa.

MARCHANDISES ARRIVEES A L'IMPORTATION

Par le s.s. "Ravbaas" 13/10/47 :

11 C/s Pencils.
100 C/s Tea
9 Drs. Citronelle Oil.

LISTE DES BATEAUX EN PARTANCE D'ALEXANDRIE

Destination	Bateau	Agent	Date
Nord de la France, Anvers.	GIRONDE	Soc. d'Entreprises	28/10
Constanza.	BULGARIA	A. Zehll	27/10
Bombay.	ISLAMI	Savon	3/11
Palestine, Grèce, Turquie.	HAV	Bianchi	28/10
Palestine, Chypre, Turquie.	MARATHON	Angouras	25/10
Colombo.	CAPE SAN DIEGO	American Eastern	25/10
Bombay.	STAR OF EGYPT	Alex. Navig.	30/10
Melbourne.	MISR	Soc. Misr de Nav. Mar.	10-15/11
Freemantle (de Port-Said).	PARTI ZANKA	Bianchi et Olivier	15/11
Mombaza, Durban.	LEE SANG	Alex. Navigation	30/10
Port Soudan, Massawa, Aden, Djibouti.	ROUL	Alex. Navigation	25/10
Palestine, Beyrouth.	NORTE	Xydia	
Le Pirée, Gènes, Marseille.	AEGEAN STAR	Lancaster	27/10
		Param. et Vouyoucès	28/10

La Bière STELLA

PASTEURISÉE

est une boisson

saine et

hygiénique

recommandable

en temps

d'épidémie

LA SEMAINE COTONNIERE

MARCHE DE MINET EL BASSAL

Le ton de notre marché, de Disponible fut extrêmement ferme durant toute la semaine.

Les Karnaks de classements moyens depuis GOOD jusqu'à G/FG furent très recherchés et marquèrent une forte hausse. Les hauts classements depuis FG/EXTRA à EXTRA sont assez rares, et font l'objet d'une demande spéciale.

En général la demande sur nos longues soies fut bonne, et le Karnak mis à part, le Giza 7 relativement aux quantités disponibles, tient la vedette.

En ce qui concerne nos courtes soies, l'offre fut assez abondante au début de la semaine, et les prix réagirent en conséquence, pour reprendre néanmoins en fin de semaine. Faisons remarquer toutefois, qu'à cause des difficultés de transport et de la fermeture de quelques usines d'égrenage par suite de l'épidémie qui sévit dans le pays, les cotons disponibles font une assez forte prime sur les cotons offerts en franco-station pour livraison ultérieure.

Le volume des ventes atteignit 16,859 balles contre 14,437 la semaine précédente. Les ventes par variétés se répartissent comme suit :

	Cette semaine	La semaine précédente
LONGUES SOIES.		
Karnak Balles :	5,270	4,781
Giza 7 "	1,458	489
Ménoufi "	307	631
Maarad "	33	—
Malaki "	—	3
	<u>7,068</u>	<u>5,904</u>

SOIES MOYENNES.

Giza 30	411	276
---------	-----	-----

SOIES COURTES.

Ashmouni	4,568	3,651
Zagora	4,800	4,573
Mixte, Sékina etc.,	12	33

TOTAL DES VENTES: Balles: 16.859 contre Balles: 14.457

KARNAK.

Très bonne demande pour tous les classements de FGF/G à G/FG, et les EXTRA — 1/4 et EXTRA.

Le FGF/G fut payé Tall. 45,50, le GOOD Tall. 47,—/47,25, le G/FG Tall. 48,25/50, le FG Tall. 50,— l'EXTRA — 1/4 Tall. 55,—/55,50 et l'EXTRA Tall. 56/56,50.

GIZA 7.

La demande porta sur tous les classements depuis FGF/G jusqu'à FG. Les prix payés sont en général meilleurs et en hausse d'environ 50 points.

Le FGG/G fut échangé à Tall. 44,—/44,50 le GOOD à Tall. 45,— le G/FG à Tall. 45,50/46,— et le FG à Tall. 46,50/47,—

MENOUFI.

La demande cette semaine fut légèrement moins bonne sur cette variété. Les prix cependant ne subissent aucun changement.

Le FGF/G fut payé Tall. 44,— le GOOD Tall. 45,— le G/FG Tall. 46,— et le FG Tall. 47,50.

ASHMOUNI/ZAGORA.

Après avoir subi une légère baisse, les prix de nos courtes soies reprirent sur de nombreux achats, et clôturèrent aux environs des prix de la semaine passée.

En Zagora, le GOOD fut échangé à Tall. 39,50, le G/FG à Tall. 40,— et le FG à Tall. 41,—

En Ashmouni, le GOOD fut payé Tall. 40,50 le G/FG Tall. 41,25/50 et le FG Tall. 42,25.

FRANCO-STATION.

Les affaires en franco-station ont subi un certain ralentissement. Mercredi dernier, les prix pratiqués pour les différents classements de nos principales variétés furent les suivants :

Ashmouni, FGF/G Tall. 39,— GOOD Tall. 40,— G/FG Tall. 41,— Zagora, GOOD Tall. 39,50 GgFG Tall. 40,— FG Tall. 41,— Karnak, FG Tall. 50,—/50,25.

AFFAIRES EN FILATURE

La Filature Indienne fut continuellement sur notre marché cette semaine, et l'Italie d'autre part a conclu de nombreuses affaires.

Le "Consortio" Espagnol a demandé aux Exportateurs Egyptiens des offres pour diverses variétés de cotons, pour réponse Samedi 25 crt. Nous rapportons sous toutes réserves que le bruit court avec insistance, qu'à part l'adjudication attendue Samedi prochain, 4.000 balles ont été déjà conclues.

La Belgique a demandé également des offres pour des petites quantités (450 tonnes) de FG bonne soie Karnak.

Un représentant du G.I.R.C. est arrivé en Egypte et a procédé déjà, dit-on, à quelques achats d'Ashmouni. A cet effet, nous croyons savoir que la France est en ce moment assez embarrasée pour trouver les devises nécessaires à ses achats de cotons, mais que si la situation pouvait s'arranger, soit par des affaires en compensation ou l'entrée de l'Egypte dans la Zone Sterling, la France pourrait bien faire des achats chez nous de l'ordre de 3 à 400.000 balles.

Les achats du Board of Trade ont été presque entièrement arrêtés par le départ, pour un court séjour en Angleterre, de son Représentant officiel. Néanmoins cet Organisme est toujours disposé à considérer des offres pour les hauts classements de Karnak.

Un paquebot battant pavillon Italien, en partance pour Gênes, a refusé le 21 crt., de charger des cotons Egyptiens. L'argument majeur du Capitaine étant que les dockers n'étant pas vaccinés, il ne pouvait les admettre à bord de son bateau. Des mesures immédiates ont été prises pour vacciner tous les dockers d'Alexandrie, et l'on nous rapporte que les Messageries Maritimes ont déjà fait le nécessaire pour vacciner les leurs. Nous espérons donc que de pareils incidents ne se renouveleront plus.

LES EXPORTATIONS

Les exportations de la semaine ont totalisé 20.059 balles contre 7.807 la semaine précédente. Elles furent dirigées vers les Pays suivants:

	Balles
ANGLETERRE	8.075 (Karnak, Giza 7, Zagora, Ashmouni)
ITALIE	5.141 (Karnak, Ménoufi, Zagora, Ashmouni, Mixte)
INDES	2.147 (Karnak, Ménoufi, Maarad, Zagora, Ashmouni, Mixte)
SUISSE	1.571 (Karnak, Zagora, Maarad, Ashmouni, Mixte)
TCHÉCOSLOVAQUIE	1.150 (Karnak, Ashmouni)
HONGRIE	130 (Karnak, Zagora)
AUTRICHE	65 (Mixte)
FRANCE	100 (Ashmouni)
PALESTINE	200 (Zagora)
LIBAN	525 (Zagora)
SUEDE	350 (Giza 7, Zagora)
DIVERS	475 (Giza 7, Zagora)

Total Balles 20.059

COTONS AMERICAINS

Le New York Cotton Exchange Service estime les stocks de tous cotons aux Etats-Unis à la fin du mois de Septembre à 12.026.000 balles, contre 13.140.000 balles à la fin du mois d'août dernier et 13.677.000 à la fin du mois de septembre de l'année passée.

La fermeté de ces derniers jours du marché de New York ne fait que refléter la force de la situation statistique des cotons Américains.



CHRONIQUE DE LA BOURSE DES VALEURS

Choléra et économie

ALORS que l'économie égyptienne se développait harmonieusement, alors que tout laissait prévoir une ère de prospérité à nulle autre pareille, le choléra s'est abattu sur nous. Et aujourd'hui, la Corbeille n'a plus d'yeux et d'oreilles, comme en temps de guerre, que pour le communiqué.

Malheureusement, le communiqué est assez pessimiste. Et cela se traduit, continuellement, par des pertes de terrain. Certes, ce n'est pas la panique. Le capital ne vend pas. Mais les professionnels connaissant la tendance, assurent leur matérielle par des ventes qui finissent par faire boule de neige.

Le marché haussera si...

Lest certain qu'il s'est formé en Bourse un découvert et que la moindre amélioration dans l'état de l'épidémie amènera des couvertures rapides. Mais pour le moment, les baissiers tiennent le haut du pavé et ils opèrent presque avec impunité.

Combien de temps durera cette situation? Nul ne saurait le dire. Si l'épidémie de choléra disparaissait, il est certain que nous remonterions rapidement la pente.

Des preuves, il y en a et à en revendre. D'abord, les envois d'or d'Angleterre en Amérique qui se poursuivent. Bien que détachée du sterling, notre monnaie y reste attachée, car notre couverture monétaire est représentée dans sa majeure partie

par des Fonds d'Etat britanniques. Par conséquent, la faiblesse du sterling doit se répercuter sur notre propre devise. Ensuite, l'Europe traversera encore un hiver très rigoureux. Nous manquons de dollars, de sorte que nous devons compter sur nous-mêmes, sur notre industrie, sur notre agriculture, pour faire face à nos besoins. Et naturellement cela se traduira par une amélioration des cours boursiers puisque nos usines travailleront à plein rendement, puisque notre agriculture vendra ses produits à des prix pleins.

La part Hélio, titre spéculatif

Lest cependant étonnant que des titres que l'épidémie ne saurait toucher, comme l'Héliopolis, doivent payer un large tribut à la baisse. La Société d'Héliopolis tire le plus clair de ses revenus des loyers, de l'eau potable, du courant électrique qu'elle fournit et des terres qu'elle vend. Aucune de ces activités ne s'est ralentie par le choléra. Les demandes de terrains à bâtir, apprenons-nous de bonne source, est aussi intense qu'avant l'épidémie. Pourquoi la part de fondateur Hélio a-t-elle perdu presque cinq livres? Mystère pour les uns, mais pas pour les autres. La part Hélio est malheureusement manipulée par la spéculation. Il est très facile de vendre ou d'acheter cinq parts Hélio en Bourse. Lorsque la tendance est baissière, la part Hélio baisse plus que les autres titres parcequ'elle est la vedette de la spéculation. Lorsque la tendance est haussière la part Hélio récolte sa part de laurier. Donc, pour l'Hélio et surtout pour la part, tout est question de tendance boursière.

Fermeté des fonds d'Etat

LES Fonds d'Etat ont été très fermes au cours de la semaine sous revue. Ils l'ont été pour deux raisons. En premier lieu, lorsque la Bourse est calme, le capital se jette sur les Fonds d'Etat. En second lieu, on fait courir de produit d'une modification du système fiscal égyptien, à la suite du rapport que va présenter l'expert britannique engagé par les autorités égyptiennes. Et comme les Fonds d'Etat ne paient aucun impôt, ils constituent un refuge pour le capital en quête de placement. Reste à savoir si les projets d'impôts dont on parle seront acceptés par le Parlement.

Les projets de la Société nationale du Papier

UN titre qui a été très soutenu, malgré la mauvaise humeur boursière est la Fabrique Nationale du Papier. Cette société vient d'obtenir deux permis d'importation de matières premières nécessaires à la fabrication du papier blanc. D'ores et déjà toute sa production est vendue et elle n'accepte de nouvelles commandes que pour livraison au début de 1948. La nouvelle machine pour la fabrication du papier blanc sera mise en place au cours d'une réception qui doit avoir lieu très probablement le 2 novembre. La production commencera avant la fin de l'année. Ce sont là des renseignements connus par ceux qui s'intéressent discrètement au titre et qui effectuent des achats à chaque baisse.

Financière et Industrielle

LA Financière et Industrielle a fait preuve d'une remarquable fermeté au cours de la semaine sous revue. Il y a bien de quoi, après l'excellent bilan qu'elle vient de publier. Cependant, certains actionnaires sont mécontents du coupon proposé par le Conseil. On ne distribuera que 40 piastres alors que l'on aurait pu distribuer 140. Certes la prudence est nécessaire, disent-ils, mais l'excès de prudence porte atteinte aux intérêts immédiats des actionnaires.

Un titre de placement : Immobilia

UN titre qui a également été très soutenu est l'Immobilier. Depuis plusieurs mois, alors qu'il valait moins de 9 livres, nous avons attiré l'attention sur l'Immobilier. Aujourd'hui, malgré la tendance boursière, il vaut 940 piastres acheteurs. Intrinsèquement, sa valeur est d'au moins 12 livres, car l'immeuble vaut au moins trois fois ce qu'il a coûté et le terrain bien plus. Il y a il est vrai la loi sur les loyers. Il n'en demeure pas moins qu'avec un rendement de plus de 3 pour cent et une valeur intrinsèque nettement supérieur à la valeur boursière, l'Immobilier constitue un placement de tout repos.

Perspectives des obligations Suez

LES obligations Suez, cette valeur-or, a également baissé. Après avoir atteint 5000 piastres, elles sont au dessous de

49 livres. Pourtant, tout porte à croire que l'or sera prochainement réévalué, surtout du moment que Londres exporte du métal jaune aux Etats-Unis. Londres voudra obtenir plus de dollars pour son or, et Londres finira bien par se décider à donner à l'or sa véritable valeur, ce qui se traduira par une hausse pour les obligations Suez. A notre sens, ces obligations constituent un placement que l'on puisse trouver au monde.

Le mot de la fin

LES Filatures suivent la tendance générale et cèdent des points. Mais les bilans qui vont être publiés en Décembre seront tellement bons que choléra ou pas choléra, on devra les prendre en considération. Et les cours actuels sont susceptibles de sensibles plus-values.

Comme nous le signalons au début de cette chronique, il est bien difficile de dire quelle sera la tendance du marché. Tout dépend du choléra... malheureusement.

Gravure sur verre



Miroirs sur commande

N. ANTHOPOULO

ARGENTURE - BISEAUTAGE

POLISSAGE

GLACES DE COULEUR

22 rue Zaafarani (Bab el Chaarieh)

Tél. 50794 - Le Caire

L'ECHANCIER

COUPONS DETACHES :

Le 22/10/47 Emprunt Nationale 3 1/4% P.T. 162,5 net (semestriel) payable le 1/11.

DATES DES ASSEMBLEES GENERALES :

Le 29/10/47 Ass. Gen. Extraordinaire. Bourse Commerciale de Minet el Bassal à midi, au Siège Social à Minet el Bassal.

Le 31/10/47 Ass. Gén. Ord. Sté Financière et Industrielle d'Eg. à 11 h. a.m. 69, rue Fouad 1er., Alexandrie.

Le 31/10/47 Ass. Gén. Ord. Oriental Bond Stores, à 5 h. p.m. 7, rue Saad Zaghloul pacha, Alexandrie.

Avis : A l'occasion du Courban Baïram, le Marché des Valeurs demeurera fermé le 24 courant.

LES FLUCTUATIONS DE LA BOURSE DES VALEURS DU CAIRE

DU 17 AU 24 OCTOBRE 1947

DESIGNATION DES VALEURS	17 Oct. 1947	24 Oct. 1947	DESIGNATION DES VALEURS	17 Oct. 1947	24 Oct. 1947
FONDS D'ETATS & EMPRUNTS			SOCIETES IMMOBILIERES		
Emp. Nation. 3 1/4%	10950	10790	African Enterp.	900	900
Emp. Nation. 2 3/4%	10285	10285	Heliopolis Acts.	2730	2700
Emp. Coton. 2 3/4%	10035	10030	Heliopolis Fd.	6360	6196
BANQUES ET SOCIETES DE CREDIT			Heliopolis Jce.	2700	2700
Athènes	80	79	Delta Land	323	316
Banque de Commerce	700	670	Delta Land nom.	300	290
Banque Misr	2264	2244	Gabbari	418	412
Commercial Bank	350	351	Immobilia	930	935
Foncier Act.	3070	3070	Le Fayoum	160	157
Foncier Fond.	5300	5300	Siouf	904	904
Foncier Obl. 1903	2270	2272	S.I.B.U.R.	375	375
Foncier Obl. 1911	1880	1872	Al Chams	985	982
Land Bank Act.	866	868	SOCIETES INDUSTRIELLES ET DIVERSES		
Land Bank Fd.	6650	6876	Oilfields	392	390
National Bank	3920	3900	Ginners	129	129
Crédit Alexandrin	575	575	Astra	320	320
SOCIETES DES EAUX			Beida Dyers	2834	2834
Alex. Water	1654	1650	Sand Bricks	1380	1380
Eaux du Caire Cap.	505	505	Clothing	612	602
Eaux du Caire Jce.	1660	1660	Frigorifique	2150	2150
Eaux du Caire Fd.	10900	10900	Delta Trading	1020	1020
SOCIETES DE TRANSPORT ET CANAUX			East	390	390
An. Am. Nile	705	705	Rice Mills	515	515
Suez Ile Série	4980	4940	Salt au port.	392	384
Delta Light Priv.	812	792	Salt nom.	372	372
Delta Light Fd.	806	885	Filature Nat.	2524	2476
Eg. Shipping	400	400	G.E.R.C.O.	544	542
La Fluviale	500	500	Fibres Text.	798	770
Menzaleh Acts.	88	87	Plastics	656	642
Menzalah Fd.	510	510	Port-Said	578	572
Trams Caire Part Soc.	332	339	Pressage	1966	1966
Trams Alex. Div.	2000	2000	Ciment Tourah	2380	2380
Trams Alex. Jce.	218	218	Bolanachi	360	354
United Nile	1426	1426	Tissage	380	380
SOCIETES D'HOTELS			Emballages	427	427
Eg. Hotels	313	311	Sieglwart	1440	1440
Eg. Hotels nom.	300	300	Financière	1004	1006
Nungovich	4174	4174	Sucres Ord.	1010	1010
Palestine	240	240	Sucres Priv.	518	510
Palestine nom.	246	246	Sucres Fd.	1786	1744
Upper	486	480	Filature Misr	2364	2340
SOCIETES FONCIERES			Kafr El Dawar A.	2474	2474
Aboukir	245	242	Kafr El Dawar B.	2640	2640
Anglo-Belgian	340	340	Egrenage	1070	1070
Allotment	1140	1140	Tiss. Soie	2226	2210
Gharbieh Acts.	600	600	Papier	1126	1116
Gharbieh Fd.	149	138	Viticole	792	792
New Egyptian	179	176	Tractor	1370	1370
Sidi Salem	355	350	United Entreprise	370	370
Kom Ombo Acts.	644	627	SOCIETES COMMERCIALES		
Kom Ombo Fd.	4700	4700	Bonded	1890	1850
Behera	1440	1440	Frosted Food	200	204
Cheikh Fadl	524	512	Cicurel	1392	1320
Union Foncière	960	960			

LES BOURSES ETRANGERES

Les valeurs égyptiennes

A la Bourse de Londres

Clôture du 22 octobre

Acheteurs et vendeurs respectivement:	Egyptian Markets: S. 7/6 — 9/6
Sudan Plantations Syndicate: S. 49/- — 50/-	Egyptian Salt and Soda: S. 45/- — 55/-
Greek 5 o/o Loan 1914: £ 6 1/2 — 7 1/2	Egyptian Delta Land: S. 65/- — 75/-
Greek 7 1/2 o/o 1924 (Refugee): £ 12 1/2 — 13 1/2	New Egyptian Company: S. 26/3 — 31/3
National Bank of Egypt: £ 34 — 40	Abukir Company: S. 33/- — 35/-
Egyptian Delta Light Rails (Pref.): S. 100/- — 140/-	Anglo-Egyptian Oilfields "B": 60/- — 65/-

à la Bourse de Paris

Crédit Foncier (Action)	Frs. 13.375	Cairo - Heliopolis (Action)	13.200
Crédit Foncier (Part Fondateur)	28.000	Cairo - Heliopolis (Part Fondateur)	29.700
National Bank of Egypt (Action)	17.900	Suez Canal 3 o/o	24.775
Land Bank (Action)	4.440	Sucreries d'Egypte (Action)	5.150
Land Bank (Part Fondateur)	36.950	Sucreries d'Egypte (Part Fondateur)	—
		Banque Ottomane	5.700

Bourse des Valeurs de Paris

Cours du 22 octobre

Rente 3 o/o	Frs. 71.30	Emprunt Dawes	Frs. 9250
Rente 5 o/o 1920	125.00	Emprunt Young	223
Rente 3 o/o 1945	77.10	Turquie 1933	620
Banque de Paris	1485	Bque Regl. Intern.	28100
Union Parisienne	1640	Central Mining	11350
Crédit Lyonnais	1416	Geduld	3400
Société Générale	1500	Rio Tinto	8300
Ch. Fer Damas-Hamah	1230	FCO Wyoming	3930
Electr. Beyrouth	2350	Mexican Eagle	436
Forges Nord-Est	1110	Shell	2285
Creusot	4875	Anglo-Amer. Corp.	3630
Courrières	530	Chartered	1169
Lens	835	De Beers	8425
Air Liquide	1575	Goldfields	1900
Pechiney	1060	Randmines	3295
Rhone Poulenc	2800	Transvaal	1295
Saint Gobain	6540	Roan Antelope	381
Port Beyrouth	29000	Gula	500
Port Saonique	3400	Sennah	365
Orosdi-Back	1530	Brit. Amer. Tobac.	3075

Le cours des métaux

A Londres

(Prix officiel, par tonne)

Etain	437	Plomb étranger	90
Aluminium	80	Zinc anglais	70
Cuivre	132	Zinc étranger	70
Plomb anglais	91.10	Fonte	170/3

New-York

Cuivre:		Argent:	
Electro Con. Valley dis.	21.225	En barres	71 3/8
World Export	21 1/2	Platine:	
Etain:		Disponible	63
Detroit New-York, pro.	80	Aluminium:	
30 jours	80	New-York disponible	15
90 jours	80	Nickel:	
Plomb:		Electro 99.9 disponible	35
New-York disponible	15	Fer blanc:	
St. Louis disponible	11.65	FOB New-York	6.75
Zinc:		Fonte:	
St. Louis disponible	10 1/2	Pennsylvanie	40
		Buffalo	36.25

L'ECONOMIE AMERICAINE DANS LE CADRE DU PLAN MARSHALL

(Suite de la page 13)

pour les 16 pays européens qui ont participé à la Conférence de Paris, le développement de la production charbonnière devrait la porter à 584 millions de tonnes en 1951, soit 30 millions de tonnes de plus qu'en 1938; la fourniture d'électricité dépasser des 2/3 celle de 1938; 10 millions de tonnes d'acier de plus qu'en 1938; un quart en plus des moyens de transport, telles sont quelques-unes des prévisions. Les prévisions sont plus ambitieuses pour l'industrie que pour l'agriculture :

PRODUCTION D'ALIMENTS DE BASE PAR LES 16 PAYS PARTICIPANTS

(en millions de tonnes métriques)

	1934-1938	1950-1951
Céréales	64,5	65,8
Pommes de terre	57,7	68,2
Sucre	3,4	3,9
Viande	9,0	8,1
Lait	72,5	73,4
Corps gras	2,8	2,9

PRODUCTION DE CHARBON ET D'ACIER POUR QUELQUES GRANDS PAYS EUROPEENS

(en millions de tonnes)

	1934-1938	1950-1951
Grande-Bretagne (charbon)	231	249
Grande-Bretagne (acier)	10,6	15
France (charbon)	48	68
France (acier)	6,2	12,7
Belgique (charbon)	30	31
Belgique (acier)	3,8	7,9
Allemagne occidentale (charbon)	220	210
Allemagne occidentale (acier)	20,8	12,7

N'est-il pas, dans ces conditions, fatal que l'Europe, qui demande actuellement le secours économique des Etats-Unis, puisse utiliser ce secours lui-même pour se mettre en mesure de concurrencer dans quelques années l'économie américaine sur les marchés européens ? L'Amérique ne se crée-t-elle pas elle-même et de propos délibéré ses concurrents ?

Une dernière objection enfin : l'aide que demande l'Europe est la disposition de dollars qui lui permettront d'acheter dans la zone dollar. Or, le montant des importations des 16 pays et de l'Allemagne occidentale est évalué, pour les seuls biens d'équipement, à 4.533 millions de dollars pour la période 1948-1951. Certes, il y a lieu d'en déduire le montant des exportations des mêmes pays vers les Etats-Unis, mais il ne saurait être élevé; les Etats-Unis fournissent en grand les mêmes productions que peut leur envoyer l'Europe. Les importations américaines présentes et à venir consistent en matières premières et en certains produits alimentaires tropicaux, non pas en produits manufacturés.

Comment, dans ces conditions, les pays européens pourront-ils rembourser l'aide financière demandée, puisque jamais leurs exportations vers les Etats-Unis ne pourront compenser leurs emprunts ? Le rapport des 16 indique, à cet égard, une bien curieuse solution dont le byzantinisme est remarquable : il affirme qu'en 1951 la balance commerciale des 16 pays avec les pays non participants sera largement excédentaire; il l'évalue à 1,8 milliard de dollars pour 1951. Si donc les pays européens peuvent convertir cet excédent en dollars, ils pourront assez rapidement régler leur déficit en dollars. Cette solution suppose deux hypothèses, que dans l'état actuel du monde, on peut juger bien utopiques : premièrement, qu'un commerce normal se développe entre les pays participants d'une part, le monde soviétique et ses satellites d'autre part; en second lieu que la pénurie de dollars ayant cessé dans le monde, la convertibilité des excédents de balances commerciales en dollars soit possible. Sans être spécialement pessimiste, on peut affirmer que les prêts américains ne seront pas remboursés. En définitive, c'est l'Etat, ce sont les contribuables américains qui supporteront le poids de la reconstruction européenne, dans ce régime de prêts qui seront, en fait consentis à fonds perdus.

Non seulement donc le plan Marshall ne répond pas à une nécessité économique intérieure aux Etats-Unis, mais encore de solides inconvénients économiques peuvent dresser les Etats-Unis contre ce projet. Ce plan ne saurait donc être jugé en dehors des considérations de politique générale qui l'ont inspiré dès son origine.

MARCHÉS DE GROS

(Cotations et stocks)

DU 15 AU 21 OCTOBRE 1947

Marchés	Produits	Prix P.T. par ardeb	Vendu Ardebs	Stocks dans les Chounas (en ardebs)			
ROD EL FARAG	Fèves Adi Zaw.	600	400	Blé	46312	Mais Oweiga	3505
	Lentilles Ent. Zaw.	445	400	Fèves	1892	Helba	2542
	Fèves Mak. Zaw.	750	50	Lentilles	1407	Lupins	389
	Mais Oweiga J. Zaw	230	150	Orge	1557	Sésames	3640
	Sésames R. Zaw.	665	80	Mais N. el Gam.	1868	Arachides	324
ATAR EL NABI	Fèves Nab. Zaw.	700	300	Blé	44820	Lupins	500
	Mais Oweiga J. Zaw	220	130	Fèves	3979	Barsim	204
	Orge Moy.	160	100	Lentilles	1777	Sésames	875
				Orge	1999	Lubia Sec	50
				Mais N. el Gam.	7403	Férik	70
				Mais Oweiga	16681	Grain de Lin	80
				Helba	3764	Tibn Unité 100 K.	10800
ALEXANDRIE	Fèves Mak. Zaw.	745	160	Fèves	2962	Mais Oweiga	260
	Fèves Mak. Moy.	720	20	Lentilles	1067	Helba	590
	Orge Zaw.	175	66	Orge	6270	Lupins	953
	Orge Moy.	175	135	Mais N. el Gam.	20	Sésames	69131
					Riz Glacé	9171	
					Riz Non Décort.		
ROSETTE	Riz Glacé en Sac (80 Oks. M. 1)	306.5—309.5					
	Riz Blanchi au G. (Ardebs 200)	612—619		Riz Non Lécort.	Usines De Décort.	14158	1480
	Riz Non Décort. (Jap. Zaw.)	540—547	335				

Nouvelles Sociétés

En commandite

simple

Raison sociale : Arto Belekdanian & Cie.

Associés : Arto Belekdanian et un commanditaire.

Capital : L.E. 31366, 180 m/ms.

Objet : le nettoyage, l'apprétyage, la teinture, le blanchiment et le finissage de toutes sortes de tissus, bas, filés, chaussettes, couponnages, articles confectionnés, etc., faisant partie de la profession de Teinturerie, en général. La maison aura le droit d'acheter et de vendre tous articles, produits, machines, etc., relatifs à cette industrie en général.

Signature de gérance : Arto Belekdanian seul.

Date et durée : deux ans à partir du 1er Juillet 1947.

Siège : Le Caire, à Mahmach.



Raison sociale : C. Forti & Co.

Associés : Claudio Forti et un commanditaire.

Capital : L.E. 1.000

Objet : le commerce en général, la représentation et la commission, l'importation et l'exportation, à l'exclusion d'opération de pure spéculation.

Signature et gérance : Claudio Forti seul.

Date et durée : deux ans à partir du 1er Octobre 1947.

Siège : Alexandrie, No. 18, rue Sésostris.



Raison sociale : Nicolas Vassilopoulos & Co.

Associés : Nicolas Vassilopoulos et un commanditaire.

Capital : L.E. 5.000.

Objet : le commerce en général des produits et denrées égyptiennes, l'importation et l'exportation



What do YOU need to be an Executive?

Most men know one department of business intimately. The accountant, the engineer, the salesman—each is familiar with his own job. But the EXECUTIVE positions in business and industry are held by men who know THE FOUR MAJOR BUSINESS FUNCTIONS—who understand the principles of Production, Accounting, Finance and Marketing.

It is this broad, plus knowledge that enables a man to supervise the specialized activities of others... to be "the boss," to see beyond one department and grasp the total problem.

There are two ways of obtaining the necessary knowledge. One is through long, arduous years of experience. The other is through a systematic program of study such as the Alexander Hamilton Institute has provided since 1909.

Through study of the Institute's famed Modern Business Course and Service you can accomplish more in MONTHS than you could, ordinarily, in YEARS! Many of today's top executives in business and industry have been Institute subscribers, among them such men

as: Sewell Avery, President of Montgomery Ward & Co.; A. N. Kemp, President of American Airlines, and Benjamin Fairless, President of the United States Steel Corporation, to mention just a few

The Course is basic, thorough and scientific because it numbers among its contributors such prominent men as: Thomas J. Watson, President, International Business Machines Corp.; Herman W. Steinkraus, President, Bridgeport Brass Co., and Clifton Slusser, Vice President, Goodyear-Tyre & Rubber Co.

FORGING AHEAD IN BUSINESS — FREE!

The Institute's stimulating, descriptive booklet—"FORGING AHEAD IN BUSINESS"—explains how the Modern Business Course and Service is brought to subscribers in convenient, time-saving form... how it can give you immediate help in your present job while preparing you for opportunities in the future. A copy is yours for the asking. No cost or obligation involved. Simply fill out and mail the coupon below.

ALEXANDER HAMILTON INSTITUTE



YOUR FUTURE INSTITUTE
P. O. Box 284
CAIRO, EGYPT.

Please mail me, without cost, a copy of the 64-page Book — "FORGING AHEAD IN BUSINESS", of the Alexander Hamilton Institute, New York.

Name.....

Business Address.....

Position.....

Home Address.....

néral, et plus spécialement tiens, fourrages et aliments des bestiaux.

Signature et gérance : l'ass. socié en nom.

Date et durée : trois ans.

Siège : Alexandrie, No. 5 Bld. Zaghloui.



Raison sociale : National Advertising Agency M. Pittas & Co.

Associés : Michel Pittas et un commanditaire.

Capital : L.E. 50.

Objet : la publicité dans le sens le plus étendu du mot.

Signature et gérance : Michel Pittas seul.

Date et durée : six mois à partir du 1er Octobre 1947.

Siège : Alexandrie.



Raison sociale : Société Commerciale pour Le Caire et les Provinces — Fahim & Co.

Associés : Aly Fahim et un commanditaire.

Capital : L.E. 3.000.

Objet : l'importation, l'exportation, l'achat et la vente de tous produits et marchandises pour son propre compte ou pour compte de tiers.

Signature et gérance : l'ass. socié commandité avec un fondé de pouvoirs.

Date et durée : cinq ans à partir du 1er Octobre 1947.

En nom collectif

Raison sociale : Xénophon Vrouchas & Co.

Associés : Xénophon Vrouchas et Stéfano Petroff.

Objet : exploitation du New Garage d'Alexandrie.

Signature et gérance : les deux associés indistinctement.

Date et durée : cinq ans à partir du 1er Janvier 1947.

Siège : Alexandrie, No. 8, rue d'Algérie.